



**TERRE
SOLIDAIRE**
Agir là où commence la faim

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025



**COMBATTRE LA FAIM
ET LES INJUSTICES
DANS UN MONDE QUI SE REFERME**



SOMMAIRE

2025 EN UN COUP D'ŒIL

CARTE D'IDENTITÉ | P.4

ÉDITO | P.6

RÉTROSPECTIVE | P.8

NOS COMBATS DE L'ANNÉE

DOSSIER | P.12

Se nourrir dignement, un combat partagé

REPORTAGE | P.20

À Belém, la force des peuples
pour une transition juste

PRIX PHOTO | P.24

Voir le monde en face : la 2^e édition
du Prix Photo CCFD-Terre Solidaire

DÉCRYPTAGE | P.26

Méga-barrage au Mozambique :
la face cachée d'un projet « vert »

GRAND ANGLE | P.28

Gaza : soutenir celles et ceux qui résistent

FOCUS | P.32

> Jubilé de l'Espérance : briser
l'engrenage de la dette des pays du Sud
> Justice fiscale internationale : 2025,
le début d'une bataille décisive

INTERVIEW CROISÉE | P.34

Aux côtés des personnes migrantes : agir
ensemble malgré des vents contraires

LA PHOTO | P.36

Au Rwanda, un petit eden pour redonner
dignité à la terre et aux humains

LA LETTRE | P.37

Je vous écris de Syrie...

TOUR DE FRANCE | P.38

Sur le terrain, une mobilisation sans faille

RENCONTRES | P.40

Un lien vivant avec les valeurs
de solidarité de l'Église



REPORTAGE COP30 | P.20



GRAND ANGLE GAZA | P.28

PERSPECTIVES

REBOND | P.42

« Si nous ne portons pas ces idéaux,
personne d'autre ne le fera. »

PAROLES DE SALARIÉ·ES | P.44

Demain se construit ensemble

INTERVIEW CROISÉE | P.45

L'Ensemble Terre Solidaire : pourquoi
s'allier fait encore plus sens aujourd'hui ?

LA QUESTION | P.46

La générosité : meilleur rempart
face aux crises ?

BILAN FINANCIER | P.48

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS | P.50

AGIR LÀ OÙ COMMENCE LA FAIM

Depuis plus de soixante ans, nous luttons pour faire reculer la faim et avancer la dignité de chacune.

Le CCFD-Terre Solidaire est une ONG de solidarité internationale qui agit contre la faim et les inégalités dans le monde. Notre action est guidée par les principes de solidarité, de justice et de subsidiarité, pour que tous les peuples aient accès à une vie digne.

NOTRE FORCE COLLECTIVE

7 876

bénévoles engagé·es en France

22 314

sympathisant·es

185

salarié·es

NOS 3 LEVIERS D'ACTION

ICI

LA MOBILISATION CITOYENNE

Partout en France, nos bénévoles sensibilisent, interpellent les élu·es, organisent des manifestations et collectent des fonds pour porter nos combats sur le terrain.

LÀ-BAS

LES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Nous accompagnons les associations locales qui détiennent les solutions adaptées à leur territoire, avec un soutien financier, technique et humain, sans jamais nous substituer à elles.

ICI ET LÀ-BAS

LE PLAIDOYER

Nous interpellons les pouvoirs publics français, européens et internationaux pour changer les règles et promouvoir un modèle de développement plus vertueux et respectueux des droits fondamentaux.

NOS 4 COMBATS



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Défendre le droit de chaque peuple à se nourrir dignement, en soutenant l'agroécologie et les alternatives au modèle agro-industriel.



JUSTICE ÉCONOMIQUE

Agir pour un partage plus juste des ressources et des règles économiques qui protègent les droits humains.



PAIX ET VIVRE ENSEMBLE

Soutenir celles et ceux qui construisent une paix durable, face à des conflits qui s'intensifient partout dans le monde.



MIGRATIONS INTERNATIONALES

Défendre les droits et la liberté de circulation des personnes migrantes, contre la fermeture des frontières et la criminalisation de la solidarité.

NOS ACTIONS EN 2025*

710

projets soutenus

69

pays d'intervention

554

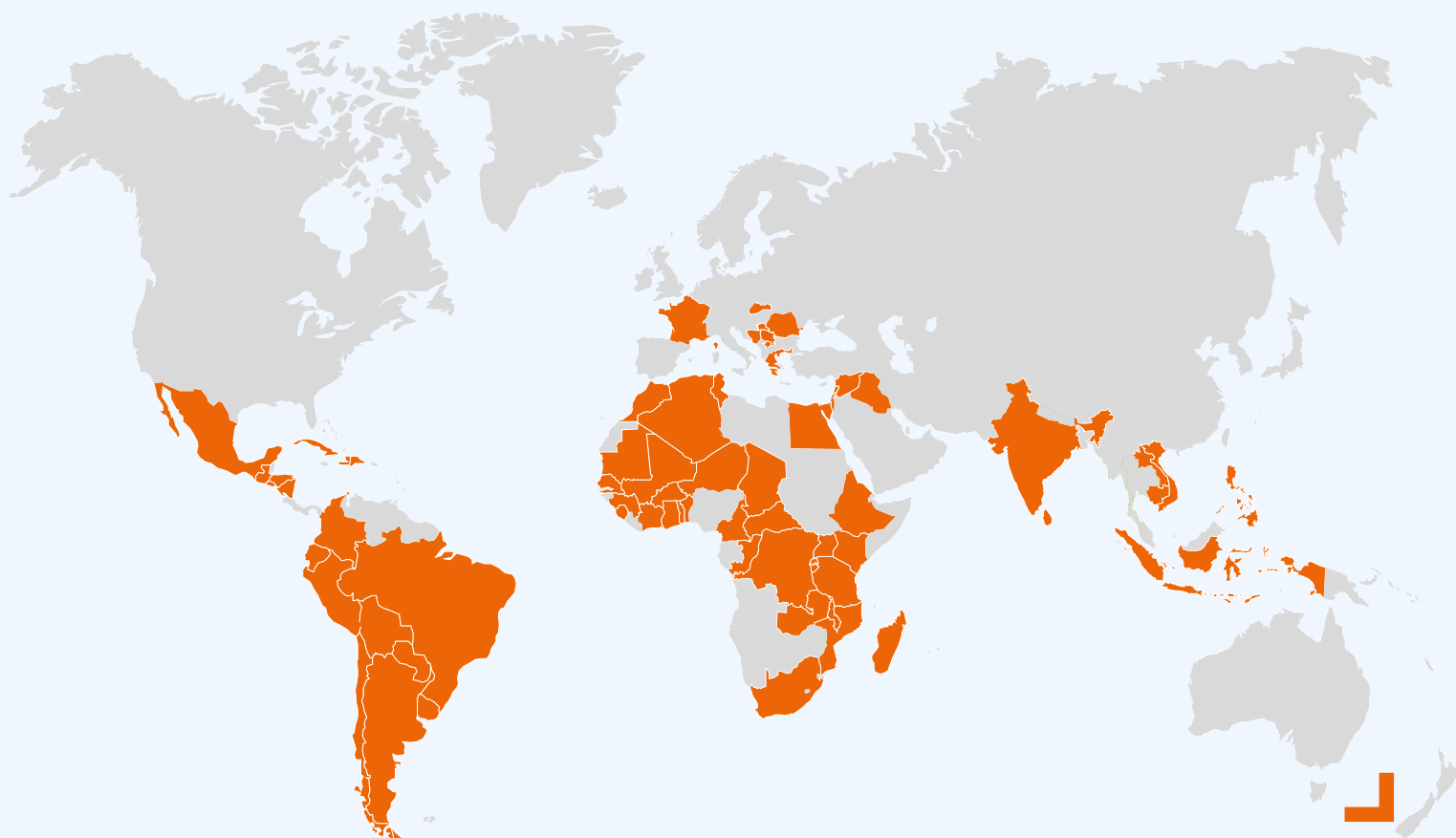
organisations partenaires

3,5 millions

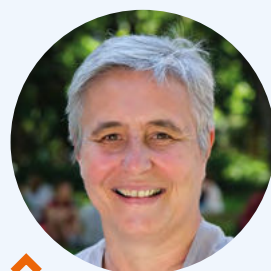
de bénéficiaires directs

* Ces chiffres incluent les données de la SIDI, créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, qui a soutenu financièrement et techniquement 127 partenaires dans 10 pays où le CCFD-Terre Solidaire n'intervient pas : Burkina Faso, Équateur, Ghana, Kenya, Kosovo, Malawi, Ouganda, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie. Pour en savoir plus sur la SIDI, lire p. 45.

NOS PAYS D'INTERVENTION



« ÊTRE AUX CÔTÉS
DE CELLES ET CEUX
QUI, DANS LEUR
PAYS, CONÇOIVENT
DES ALTERNATIVES
CONCRÈTES »



Virginie Amieux
Présidente du CCFD-Terre Solidaire

La période que nous traversons est d'une gravité et d'une intensité rares. Au Moyen-Orient, en Ukraine, en Haïti, en RDC, au Soudan et dans tant d'autres contextes moins médiatisés, les crises s'entrelacent, se renforcent, s'accroissent. Guerres qui s'enlisent, dérèglement climatique qui frappe d'abord les plus précaires, montée des autoritarismes, remise en question d'avancées qui semblaient acquises et fragilisation du droit international, replis et inégalités qui se creusent jusque dans nos sociétés européennes : partout, les lignes bougent, souvent au détriment des plus vulnérables.

Dans ce contexte, la tentation du repli est grande. Le découragement aussi. À quoi bon, lorsque le droit est bafoué et les rapports de force si écrasants ? À quoi bon, lorsque les solidarités internationales sont

contestées, caricaturées, attaquées ? Pourtant, c'est précisément dans ces moments que notre engagement prend tout son sens.

Le CCFD-Terre Solidaire n'est pas seulement un observateur inquiet du monde : il est un acteur engagé de sa transformation. Nous faisons le choix de regarder la réalité en face, sans naïveté.

Oui, l'espace civique se réduit dans de nombreux

pays. Oui, les défenseurs des droits humains sont menacés. Oui, les politiques publiques nationales et internationales peinent à être à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux. Mais nous faisons le choix de croire en la capacité des peuples à se lever, à s'organiser, à proposer d'autres voies.

Notre force, depuis plus de soixante ans, est d'être aux côtés de celles et ceux qui, dans leur pays, conçoivent des alternatives concrètes : organisations paysannes qui développent l'agroécologie au service de la souveraineté alimentaire, mouvements citoyens qui luttent contre l'extractivisme, collectifs qui protègent les droits de chacun et chacune et les espaces naturels, associations qui font vivre la démocratie au quotidien. Ces partenaires ne sont pas des bénéficiaires : ils sont des acteurs de changement. Nous apprenons d'eux autant que nous les soutenons.

Dans ce monde fragmenté, notre responsabilité est de tenir ensemble trois exigences.

La première est la fidélité à notre projet. Lutter contre la faim en soutenant ceux qui combattent toutes les formes d'injustices. Notre ancrage chrétien nous appelle à placer la dignité humaine et le bien commun au cœur de nos choix. Il ne s'agit pas d'une posture morale, mais d'un engagement politique au sens le plus noble : contribuer à construire des sociétés justes, solidaires et durables.

La deuxième est le courage du plaidoyer. La solidarité ne peut se réduire à la générosité. Elle suppose d'interroger les règles du jeu politique, économique et financier qui produisent l'exclusion. Elle suppose de porter une parole exigeante auprès des décideurs publics et privés, en France, en Europe et dans les instances internationales. Faire bouger les lignes, c'est accepter la confrontation, sans jamais renoncer au dialogue.

La troisième est l'espérance agissante. Non pas une espérance abstraite, mais une espérance qui se traduit en actes, en mobilisations, en alliances. Partout en France, nos bénévoles et nos équipes témoignent qu'il est possible de vivre la fraternité, d'agir, ici et là-bas, de relier les combats écologiques et sociaux, de faire vivre une solidarité qui ne connaît pas de frontières.

Nous savons que le changement du monde auquel nous aspirons est une œuvre de patience et de détermination. Mais nous savons aussi qu'il change déjà, là où des femmes et des hommes refusent la fatalité. Notre responsabilité collective est d'amplifier ces dynamiques, de relier les luttes, de rendre visibles les victoires, même fragiles.

Le CCFD-Terre Solidaire se bat. Avec détermination. Avec lucidité. Avec militantisme. Mais aussi avec joie. Nous ne sommes pas condamnés à subir l'histoire : nous pouvons en être les artisans.

En ouvrant ce rapport d'activité, je vous invite à le lire non comme une simple photographie de nos actions, mais comme le témoignage d'un mouvement vivant, traversé par les tensions du monde, et résolument tourné vers l'avenir. Plus que jamais, nous avons besoin d'une solidarité internationale forte, exigeante et audacieuse. ●

**NOUS SAVONS
QUE LE CHANGEMENT
DU MONDE AUQUEL
NOUS ASPIRONS EST UNE
ŒUVRE DE PATIENCE
ET DE DÉTERMINATION.
MAIS NOUS SAVONS
AUSSI QU'IL CHANGE
DÉJÀ, LÀ OÙ DES
FEMMES ET DES HOMMES
REFUSENT LA FATALITÉ.**

365 JOURS DE MOBILISATION



15 ET 16 JANVIER

PREMIER CONGRÈS MONDIAL SUR LES DISPARITIONS FORCÉES

Le premier Congrès mondial sur les disparitions forcées s'est tenu à Genève, à l'initiative des Nations unies et avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire, les 15 et 16 janvier. L'association a contribué à la phase préparatoire et convié de nombreux partenaires pour que les voix de la société civile et des familles soient entendues. Familles de victimes, défenseurs des droits, institutions et représentants d'État se sont retrouvés dans un même espace pour relancer le mouvement autour de la Convention sur les disparitions forcées, ratifiée à ce jour par seulement 77 pays. L'événement résonnait fortement avec l'actualité syrienne : la chute du régime de Bachar al-Assad venait de révéler au monde la détresse de plus de 100 000 personnes détenues dans les prisons du régime, dont seules 24 000 ont été libérées en décembre de l'année précédente. Plusieurs partenaires du CCFD-Terre Solidaire, venus d'Amérique centrale, du Maroc et de Syrie, ont témoigné du combat des familles pour obtenir vérité et justice, et du travail d'identification des corps sur les routes migratoires. À l'issue du Congrès, les États participants se sont engagés à renforcer leur action diplomatique en faveur de l'universalisation de la convention.

MIGRATIONS

6 FÉVRIER

COMMÉMOR'ACTION : MIGRER POUR VIVRE, PAS POUR MOURIR

Le 6 février, dans plus de 60 villes réparties dans 19 pays, des commémorations simultanées ont rendu hommage aux personnes mortes ou disparues sur les routes migratoires. Entre 2014 et 2024, plus de 67 000 personnes ont perdu la vie ou disparu sur ces routes, selon l'Organisation internationale des migrations. Aux côtés de ses partenaires, le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé en France et à l'étranger pour rappeler qu'il y a des vies humaines derrière les chiffres et dénoncer les politiques migratoires responsables de ces drames (*lire p. 34-35*).

MIGRATIONS

28 MARS

SÉISME EN BIRMANIE : LA SOLIDARITÉ AU-DELÀ DES BLOCAGES

Un séisme de magnitude 7,7 a frappé la Birmanie le 28 mars, causant la mort de près de 5 500 personnes et aggravant une situation humanitaire déjà désastreuse, marquée par la guerre civile. La ville de Sagaing a été détruite à 80 %. Alors que la junte militaire détourne une partie de l'aide internationale et bloque les secours dans les zones contrôlées par la résistance, seules les organisations locales déjà présentes sur le terrain ont pu réellement agir. En s'appuyant sur ses partenaires comme Spirit in Education, le CCFD-Terre Solidaire a pu faire parvenir l'aide collectée grâce à la générosité de ses donateurs.

PAIX ET VIVRE ENSEMBLE

8 JUIN

SYRIE : SIX MOIS APRÈS, À LA RENCONTRE DE NOS PARTENAIRES

Six mois après la chute du régime Assad, le CCFD-Terre Solidaire est allé à la rencontre de ses partenaires qui, malgré l'instabilité qui perdure, poursuivent leur engagement pour construire une Syrie unie, ouverte, durable. Ainsi, Mémoire créative de la révolution syrienne a inauguré l'exposition *Détenus et disparus* au Musée national de Damas, un événement inimaginable quelques mois plus tôt (lire p. 37). L'ONG NoPhotoZone travaille désormais au grand jour pour que les victimes du régime obtiennent justice. Par ailleurs, des agriculteurs syriens de différentes régions, autrefois séparés par le conflit, collaborent autour de l'agroécologie et des semences paysannes avec Graines et cinéma et DAR (en photo, Khunaf Shamo, coordinatrice du projet Nawa de DAR). Une partie des actions mises en place par les partenaires du CCFD-Terre Solidaire en Syrie a été rendue possible grâce à la mobilisation des donateur-trices au moment de l'appel d'urgence lancé par l'ONG en janvier 2025.

PAIX ET VIVRE ENSEMBLE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



17 JUIN

DIRE NON À LA DÉRÉGULATION SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Le 17 juin, le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé avec une vingtaine d'associations et de syndicats à Paris pour dénoncer la vague de dérégulation environnementale et sociale alors en cours en Europe, notamment via la directive Omnibus I. Le concept : une mise en scène satirique de manifestants pro-dérégulation réclamant le rétablissement du travail forcé et de la déforestation, tandis qu'un faux Emmanuel Macron inaugurerait la « Place de l'impunité ». Cette action dénonçait les tentatives de la Commission européenne de revenir sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de droits humains et d'environnement.

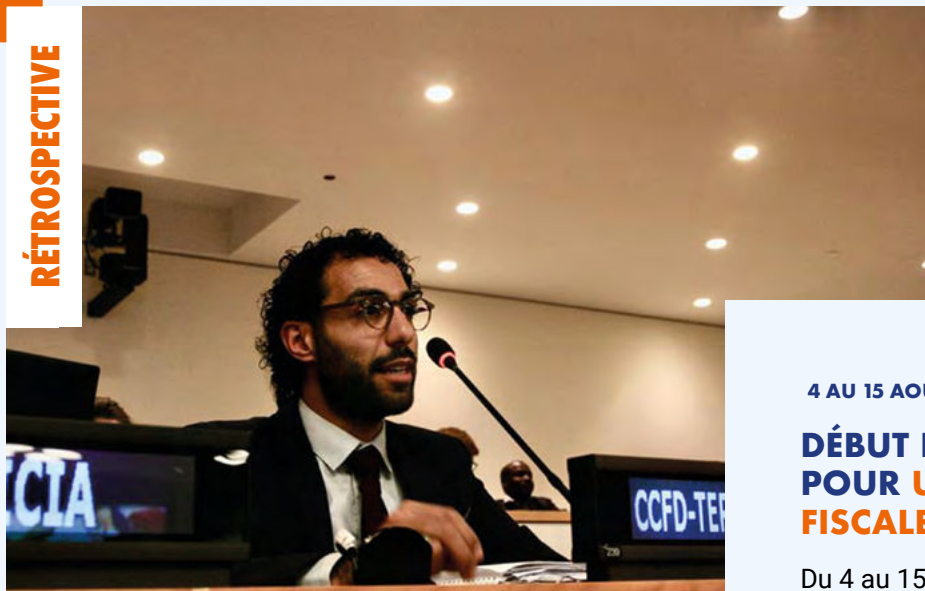
JUSTICE ÉCONOMIQUE

26 JUIN

PREMIER OBSERVATOIRE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le CCFD-Terre Solidaire a publié la première édition de son Observatoire de la souveraineté alimentaire : une analyse inédite des échanges commerciaux agricoles entre la France et les pays en développement, à partir des données douanières. L'ambition : rendre visibles et utilisables des données publiques rarement analysées, pour montrer que ce sont les pays du Sud qui « paient l'addition » du modèle agricole français. L'Observatoire a vocation à devenir un rendez-vous annuel et un outil de référence pour le plaidoyer (lire p. 14 et 18).

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



27 AOÛT

PRIX PHOTO : VOIR LE MONDE EN FACE

Ils sont 402 photographes venus de 69 pays à avoir répondu à l'appel du Prix Photo CCFD-Terre Solidaire. Cinq lauréats ont été primés pour des travaux qui documentent la crise migratoire dans le Darién, la faim au Guatemala, le réchauffement en Amazonie, la fonte du permafrost en Sibérie et au Canada, et la vie sous les bombes à Gaza. Un prix a été décerné à titre posthume au Palestinien Ismail Abu Hatab, tué par une frappe israélienne le 30 juin à Gaza. Il avait 33 ans. Sa série photographiait les déplacés de Gaza, entre le ciel et la mer : « *C'est ma façon de résister à l'oubli et au silence* », disait-il. (lire p. 24-25).

PAIX ET VIVRE ENSEMBLE

MIGRATIONS

SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE



4 AU 15 AOÛT

DÉBUT DES NÉGOCIATIONS POUR UNE CONVENTION FISCALE INTERNATIONALE

Du 4 au 15 août, le siège des Nations unies à New York a accueilli le premier round de négociations pour une convention fiscale internationale. Un processus historique porté par les pays du Sud et la société civile, dont le CCFD-Terre Solidaire. L'enjeu : réécrire les règles de la fiscalité mondiale pour lutter contre l'évasion fiscale, qui prive les États de 500 milliards de dollars chaque année. Pour la première fois depuis un siècle, ces règles sont discutées dans un espace universel où chaque pays dispose d'une voix égale. Les négociations se sont poursuivies à Nairobi en novembre, avec la participation active de la société civile qui a pu prendre la parole et échanger directement avec les délégations des États membres. Le processus se poursuivra jusqu'en 2027 (lire p. 33).

JUSTICE ÉCONOMIQUE

22 SEPTEMBRE

PALESTINE : RECONNAISSANCE ET CESSEZ-LE-FEU, MAIS L'URGENCE DEMEURE

Le 22 septembre, la France reconnaît l'État palestinien à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. Le 10 octobre, un cessez-le-feu entre en vigueur à Gaza. Deux signaux politiques importants, mais insuffisants pour le CCFD-Terre Solidaire face à l'ampleur du génocide, alors que 70 000 Gazaouis ont été tués entre octobre 2023 et fin 2025. Le cessez-le-feu, fragile, est rapidement violé. En réaction, l'association a mené un plaidoyer actif pour décrypter les conditions du cessez-le feu et formuler des demandes pour une paix juste et durable. Tout au long de l'année, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu ses partenaires sur place, qui ont réorienté leurs actions pour répondre à l'urgence humanitaire (lire p. 28-31).

PAIX ET VIVRE ENSEMBLE

15 OCTOBRE

MOZAMBIQUE : UN MÉGA-BARRAGE QUI MENACE 350 000 PERSONNES

Le CCFD-Terre Solidaire et son partenaire Justiça Ambiental ont dévoilé un rapport sur le projet de méga-barrage de Mphanda Nkuwa, porté par un consortium incluant EDF et TotalEnergies. Jusqu'à 350 000 personnes dépendant du fleuve Zambèze pour leur alimentation et leurs revenus (élevage, pêche, agriculture) pourraient être affectées. Le rapport révèle que les communautés locales n'ont jamais été correctement consultées et qu'un climat de peur et de répression entoure le projet. En tant qu'entreprises françaises, EDF et TotalEnergies sont soumises à la loi sur le devoir de vigilance : l'État, actionnaire unique d'EDF, porte une responsabilité directe (lire p. 26-27).

JUSTICE ÉCONOMIQUE

2 DÉCEMBRE

À BRUXELLES, STOP À L'EXPORT DE PESTICIDES INTERDITS

Devant le siège de la Commission européenne à Bruxelles, le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé aux côtés de la coalition End Toxic Pesticide Trade pour dénoncer l'exportation par l'Union européenne de pesticides interdits sur son propre territoire.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

10-21 NOVEMBRE

À BELÉM, LA COP30 ET LE SOMMET DES PEUPLES

La COP30 s'est tenue à Belém, au Brésil, aux portes de l'Amazonie. Le CCFD-Terre Solidaire y a porté un message central : écrasés par une dette insoutenable, les pays du Sud n'ont pas les moyens de protéger leurs populations ni de faire face au changement climatique. En parallèle des négociations officielles, le Sommet des peuples a rassemblé près de 70 000 personnes dans les rues de Belém pour la justice climatique. Aux côtés d'une quinzaine de partenaires, le CCFD-Terre Solidaire y a relayé l'exigence d'une transition juste, populaire et inclusive. Malgré un bilan en demi-teinte des négociations de la COP30 (les pays riches ont campé sur leurs positions et les engagements financiers n'ont pas été à la hauteur des enjeux réels), une victoire a été obtenue : la reconnaissance du principe de « transition juste » et la création d'un mécanisme pour veiller à ce que la transition vers un monde plus durable ne se fasse pas au détriment des droits humains, des droits des peuples autochtones et de la justice sociale. Sur place, le CCFD-Terre Solidaire a également organisé un « toxic tour » avec des journalistes pour documenter les impacts de l'extractivisme en Amazonie et donner la parole aux communautés locales (lire p. 20-23).

JUSTICE ÉCONOMIQUE



DOSSIER

NOS COMBATS DE L'ANNÉE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

SE NOURRIR DIGNEMENT, UN COMBAT PARTAGÉ



Des femmes du village de Koulouma, en Guinée, engagées aux côtés de la Fédération des paysans du Foutah Djallon (FPPD), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, pour renforcer l'autonomie alimentaire de leur communauté.

AUPARAVANT, NOUS UTILISIONS DES ENGRAIS CHIMIQUES ACHETÉS SUR LES MARCHÉS, SANS MODE D'EMPLOI ET SANS EN CONNAÎTRE LES IMPACTS SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT. NOUS AVONS APPRIS À FABRIQUER DES ENGRAIS BIOLOGIQUES. AUJOURD'HUI, NOUS SOMMES AUTONOMES ET CONFIANTS DANS NOS PRATIQUES AGRICOLES.



Halimatou Hassane
Productrice

Dans le département de Kolo, au Niger, Halimatou Hassane cultive la terre comme la plupart des habitants de son village de Sekoukou. Pendant des années, les rendements baissaient et les sols s'épuisaient sous l'effet du changement climatique. Grâce à un projet porté par l'association AcSSA-Afrique Verte Niger, partenaire du CCFD-Terre Solidaire dans le cadre du programme Tapsa (Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire), Halimatou a été formée aux pratiques agroécologiques : production de compost, fabrication de bioprotecteurs, utilisation de semences locales. Aujourd'hui, elle fait partie d'une communauté de producteurs qui ne dépend plus de l'extérieur pour ses intrants et qui partage ses savoir-faire avec les villages voisins.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : REDONNER DU SENS, CHANGER DE CAP

En 2025, la souveraineté alimentaire s'est imposée au cœur du débat public en France. Loi d'orientation agricole, loi Duplomb, crise agricole... les occasions de promouvoir un modèle vertueux et durable n'ont pas manqué. Pourtant, les pouvoirs publics ont soutenu une souveraineté alimentaire vue comme un instrument au service d'un système agro-industriel tourné vers l'exportation. Cette lecture est loin de faire consensus : plus de 2 millions de citoyen·nes ont signé une pétition contre la loi Duplomb. Assimiler la souveraineté alimentaire à la seule compétitivité à l'export relève d'une imposture politique. Cette approche fragilise l'autonomie des systèmes agricoles, entretient des dépendances structurelles (notamment aux

intrants chimiques), et met en danger la biodiversité comme la santé des populations, en France et à travers le monde.

Face à ces dévoiements, le CCFD-Terre Solidaire a réaffirmé en 2025 une vision exigeante et solidaire, prenant en compte les enjeux ici et là-bas. La publication du premier rapport de l'Observatoire de la souveraineté alimentaire

a permis de documenter rigoureusement les déséquilibres de nos échanges agricoles et d'éclairer le débat public (*lire p.18*). À travers le programme Tapsa (*lire ci-contre*), l'association a également soutenu des initiatives concrètes portées par ses partenaires dans quatorze pays, ainsi que par des citoyen·nes en France, pour promouvoir la transition vers l'agroécologie. Ce travail s'est accompagné d'un plaidoyer renforcé, mené notamment au sein du Collectif Nourrir, pour interpeller les décideur·euses public·ques. Nous avons en particulier continué à dénoncer le scandale de l'export de pesticides pourtant interdits en Europe. Dans tous nos combats, nous avons défendu une vision de la souveraineté alimentaire qui, loin d'être irréaliste, soit à la fois juste, durable et solidaire. ●



Hélène Soupios-David
Directrice du plaidoyer
du CCFD-Terre Solidaire

**ASSIMILER LA
SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE À LA SEULE
COMPÉTITIVITÉ
À L'EXPORT RELÈVE
D'UNE IMPOSTURE
POLITIQUE**

NOTRE IMPACT EN 2025

60 000

exploitations familiales
soutenues

+ de **150 000**

personnes sensibilisées à
l'agroécologie paysanne

+ de **250**

actions d'interpellation
des autorités publiques

Chiffres Tapsa



TAPSA EN BREF

Le programme Tapsa (Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire) est déployé par le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires depuis 2018. Cofinancé en majorité par l'Agence française de développement, ce programme soutient 27 partenaires dans 14 pays, répartis dans 5 régions : le Sahel, les Grands Lacs, les pays andins, le Timor-Leste et le Moyen-Orient. Sa seconde phase (2022-2026) vise à constituer une communauté de pratiques et une force politique en faveur de l'agroécologie paysanne, du local au mondial.



BOLIVIE

CIPCA

« Le Tapsa permet d'accompagner la nouvelle autonomie indigène de la communauté du Charagua à s'approprier un modèle de production agroécologique. Les échanges avec les autres organisations lors des ateliers préalables du Tapsa ont permis de penser le développement de cette proposition économique de production. Le Tapsa n'est pas seulement un outil financier, c'est un espace de dialogue et d'échanges de pratiques. »




Ana Karen Cardenas Caballero
Chargée de projet



TIMOR-LESTE

KDADALAK SULIMUTUK INSTITUTE (KSI)

« Le Tapsa a impacté notre travail à deux niveaux : le niveau conceptuel, en nourrissant notre vision de l'agroécologie, et le niveau technique et organisationnel, en renforçant nos capacités. On a gagné en confiance organisationnelle et nous sommes plus outillés pour aller chercher d'autres financements institutionnels. Le Tapsa a aussi unifié toutes nos procédures entre organisations et nous permet de monter des projets communs pour postuler ensemble à d'autres fonds. »



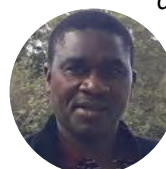

Jenito Santana
Directeur



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

UNION DES FEMMES PAYSANNES DU NORD-KIVU (UWAKI NORD-KIVU)

« Avant 2016, on ne parlait pas d'agroécologie, on pratiquait plutôt un mode de production traditionnel qui épuisait les sols. Les échanges dans le cadre de l'élaboration du Tapsa ont permis de rencontrer des acteurs locaux qui ont mis en avant la pertinence du concept pour répondre au défi de l'utilisation excessive des terres. La mise en application de pratiques agroécologiques a permis d'augmenter les rendements des paysannes en démocratisant l'utilisation de fertilisants naturels adaptés et d'intrants agricoles locaux. »




Théogène Sikiryamuva
Chargé de programme



DES LYCÉENS FRANÇAIS ET SÉNÉGALAIS CROISENT LEURS SAVOIRS AGRICOLES

En février 2025, dans le cadre du programme Tapsa, le CCFD-Terre Solidaire a organisé une immersion croisée entre élèves de lycées agricoles des Hauts-de-France et du Sénégal. Objectif : croiser les regards et les savoirs pour apprendre, ensemble, à produire autrement.

Six élèves de trois lycées agricoles des Hauts-de-France, accompagnés de leurs enseignants, ont rejoint les élèves du lycée Émile Badiane de Bignona, en Casamance, dans le Sud du Sénégal. Ce voyage s'inscrit dans le projet Parcours Terres Solidaires, coporté avec la FONGS-Action paysanne, partenaire sénégalais du CCFD-Terre Solidaire. Pendant une semaine, élèves français et sénégalais ont visité ensemble des rizières, des fermes agroécologiques, des projets de reforestation de mangroves et des boulangeries qui remplacent 50 % de la farine de blé importée par des céréales locales.

Vincent Salomé, bénévole du CCFD-Terre Solidaire qui a accompagné le groupe, a été frappé par la force de ce qui s'est joué : « Nous sommes allés à la découverte de ce que nos amis sénégalais nous ont montré. Et à chaque fois, cela faisait écho à ce que nous vivons en France. »

Louis Longuépée, alors en terminale à l'Institut de Genech, est revenu avec des convictions : « Ils préfèrent travailler en communauté et rester unis plutôt que de devenir dépendants.

En France, nous restons totalement dépendants des grandes coopératives. Il faudrait s'inspirer d'eux. Cela permettrait d'éviter de reproduire les erreurs qui ont été faites par le passé. » Les échanges ont été enrichissants dans les deux sens : « Les élèves sénégalais étaient très intéressés par ce qu'on récolte en France et par l'utilisation des machines. »

Ramatoulaye Diédhiou, qui était élève du lycée de Bignona, a elle aussi vu son regard changer : « Ce projet m'a permis d'avoir une vision plus vaste. L'agroécologie ne se limite pas seulement aux champs, c'est une manière de vivre. » Ibrahima Ficou, proviseur du lycée de Bignona, résume l'enjeu : « Aujourd'hui, la cible est d'intégrer les jeunes, de leur faire connaître les enjeux de l'agroécologie afin qu'ils puissent assurer la relève demain. »

Déjà en 2024, une délégation sénégalaise avait découvert les parcours créés par les lycéens en France. En 2026, les échanges se poursuivent avec un nouveau séjour dans les Hauts-de-France. Ici et là-bas, la même conviction : la transition agroécologique se transmet d'un continent à l'autre. ●

Les élèves des lycées agricoles des Hauts-de-France et du lycée Émile Badiane de Bignona lors de l'immersion en Casamance.



DU BRÉSIL À LA NORMANDIE : DES PRATIQUES À PARTAGER, DES COMBATS À RELIER

En 2026, le CCFD-Terre Solidaire Normandie accueille une délégation d'Assesoar, partenaire brésilien. Cette venue, organisée dans le cadre du programme régional De la semence à l'assiette, est le fruit de plusieurs mois de préparation collective en 2025. Dialogue entre Guillaume Goujard, bénévole en Normandie, et Silvia Pastorini, secrétaire générale d'Assesoar.



Guillaume Goujard
Bénévole au CCFD-Terre Solidaire
en Normandie



Silvia Pastorini
Secrétaire générale d'Assesoar

Comment est née l'idée de cette rencontre ?

Guillaume Goujard : Nous avons rencontré Assesoar pour la première fois en octobre 2024, aux Rencontres internationales des semences paysannes à Antibes. Leur travail correspond exactement aux priorités qu'on venait de se fixer en Normandie : toucher des publics jeunes, aller vers les lycées agricoles, développer le plaidoyer. Nous avons donc monté un projet pour les accueillir. Nous avons construit un programme qui mêle des rencontres professionnelles (visites de fermes, d'une légumerie, échanges avec des lycées agricoles, rencontre avec la Confédération Paysanne) et trois temps forts ouverts au public.

Silvia Pastorini : Assesoar fête ses 60 ans cette année. Notre partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire remonte à la fin des années 1980. Les deux organisations partagent un lien fort avec l'Église catholique et l'objectif de renforcer l'agriculture familiale, l'agroécologie, la sécurité alimentaire et l'organisation sociale dans le Sud-Ouest du Paraná. La préparation de cette venue a commencé en 2025 par des échanges en visio avec les bénévoles normands. Nous avons identifié ensemble des thèmes prioritaires : la commercialisation, les semences, et l'éducation à l'alimentation dans les écoles rurales.

Qu'attendez-vous de ces échanges ?

G. G. : Nous aimerions nous inspirer de leur expérience en matière de plaidoyer, savoir comment ils interpellent les décideurs à leur niveau. Et puis confronter nos pratiques d'animation : nous leur avons demandé de venir avec leurs outils de sensibilisation pour qu'on puisse comparer ce que chacun fait auprès des jeunes. Ce qui m'a frappé, c'est qu'ils font ça depuis soixante ans, dans un contexte très difficile où l'agrobusiness domine. Si eux y arrivent, ça nous donne de l'espoir.

S. P. : Nous espérons découvrir de nouvelles expériences et partager les nôtres, notamment sur la production agroécologique, la commercialisation, la transformation des produits, mais aussi sur des questions politiques (le plaidoyer, les législations, la construction de politiques publiques). Et nous sommes très intéressés par ce qui se fait en France en matière d'éducation à l'alimentation dans les écoles rurales. ●

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE PUBLIE SON PREMIER OBSERVATOIRE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En juin 2025, le CCFD-Terre Solidaire a publié « La France à table, le Sud paie l'addition », première édition du rapport de l'Observatoire de la souveraineté alimentaire appelé à devenir un rendez-vous régulier. Son ambition : documenter les interdépendances entre les systèmes alimentaires français et ceux du Sud ainsi que leurs conséquences.

Quand on parle de souveraineté alimentaire en France, il est souvent question de nos agriculteurs, de nos importations, de notre compétitivité. Rarement des conséquences pour les pays du Sud. C'est ce regard que le CCFD-Terre Solidaire a voulu décaler avec cette première édition de son Observatoire de la souveraineté alimentaire.

S'appuyant sur l'analyse de milliers de données douanières, ce rapport révèle l'ampleur des déséquilibres : la France exporte principalement des produits transformés vers les pays les moins avancés et importe des produits bruts, reproduisant des schémas hérités de logiques coloniales. Ces échanges asymétriques créent des dépendances qui fragilisent durablement les agricultures locales.

L'OBJECTIF ÉTAIT DE CONTRECARRER LE NARRATIF MIS EN AVANT PAR LE GOUVERNEMENT SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : UNE VISION PROTECTIONNISTE, TOURNÉE VERS L'EXPORT, QUI DÉTOURNE UN CONCEPT PROMU À L'ORIGINE PAR LES MOUVEMENTS PAYSANS.

Judith Lachnitt
Chargée de plaidoyer Justice alimentaire
et agroécologie au CCFD-Terre Solidaire



Pour incarner ces mécanismes, l'Observatoire s'appuie sur une étude de cas : celle de la tomate, dont le prix en rayon ne reflète rien des coûts environnementaux, sanitaires et sociaux supportés par les producteurs et les ouvriers-ères agricoles au Maroc, d'où provient l'immense majorité des tomates consommées en France.

L'Observatoire a permis d'ouvrir une brèche dans un débat jusqu'ici très franco-centré, se concentrant davantage sur l'impact des échanges commerciaux pour les agriculteurs et agricultrices ici, que sur les dépendances générées par nos exportations dans les pays tiers.

Ses conclusions ont nourri une audition à l'Assemblée nationale, des échanges avec des parlementaires et des alliés dans le cadre du Collectif Nourrir, et des présentations aux universités d'été de plusieurs partis politiques. Sur le terrain, les bénévoles se sont emparés du rapport pour le porter lors de festivals alimentaires et de ciné-débats à travers la France.

Cet observatoire a vocation à s'installer durablement dans le paysage. La prochaine édition est prévue pour février 2027, au moment du Salon international de l'agriculture, juste avant l'élection présidentielle. ●



LUTTER CONTRE LE PATRIARCAT POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

Pas de combat contre la faim sans s'attaquer aux inégalités de genre : quand les femmes sont empêchées de cultiver, de décider et de transmettre, c'est toute la chaîne alimentaire qui est fragilisée.

Les femmes assurent un rôle essentiel de la production vivrière, conservent les semences, préservent la biodiversité. Pourtant, elles n'ont pas accès à la terre, aux formations, aux moyens de production, et les violences qu'elles subissent visent à les maintenir hors des espaces de décision. Le modèle agro-industriel dominant aggrave ces inégalités : accaparement des terres, dépendance aux intrants industriels, destruction des savoirs paysans. Dans ce contexte, les femmes ont perdu une part de l'autonomie et du pouvoir qu'elles détenaient. Le changement climatique, essentiellement causé par ce modèle prédateur, accentue encore la pression : les femmes et les filles en subissent les conséquences de manière disproportionnée (augmentation des violences, aggravation de la pauvreté) et disposent de moins de ressources pour y faire face du fait des inégalités qui les frappent déjà. Au cœur des luttes, elles proposent des solutions écologiques et des modèles alternatifs de développement. Soutenir ces femmes, leurs luttes et leurs initiatives, c'est agir concrètement pour la souveraineté alimentaire. ●

Fatimatou, agricultrice en Mauritanie, cultive sur un terrain de sable pour nourrir sa famille et affirmer son autonomie.

PROGRAMME FACE

Lancé en 2022 par le CCFD-Terre Solidaire et cofinancé par l'Agence française de développement, le programme FACE (Féministes pour des alternatives climat et environnement) soutient des organisations féministes locales dans quatorze pays d'Afrique, à travers un mécanisme d'appels à projets gérés directement par les partenaires. En 2025, le programme a franchi un cap : de nouveaux appels à projets ont été lancés dans la plupart des pays, et cinq nouveaux pays ont intégré le dispositif (Malawi, Namibie, Lesotho, Eswatini, Sénégal). Sur l'année, 111 initiatives portées par des organisations locales ont été financées pour un montant de plus de 1,5 million d'euros. 66 % de ces organisations avaient un budget inférieur à 50 000 € et 32 % n'avaient jamais reçu de subvention auparavant.

JUSTICE ÉCONOMIQUE

À BELÉM, LA FORCE DES PEUPLES POUR UNE TRANSITION JUSTE

Du 12 au 16 novembre 2025, des dizaines de milliers de personnes ont convergé vers Belém, au Brésil, en marge de la COP30. Mouvements locaux, nationaux et internationaux, peuples autochtones, paysans et paysannes, associations et ONG... Toutes et tous portaient une même exigence : une justice climatique, sociale et environnementale pensée par et pour les populations directement concernées. Le Sommet des peuples s'est imposé comme une mobilisation exceptionnelle, par son ampleur et par son énergie militante. Le CCFD-Terre Solidaire, aux côtés de quinze partenaires, était au rendez-vous.

Sur les eaux de Belém, la mobilisation s'ouvre en grand : 5 000 militants et militantes autochtones, répartis sur 200 embarcations, lancent une parade fluviale. Le message est clair : il est urgent de faire entendre la voix de la société civile en faveur de la justice sociale, économique et climatique. « *Nous n'avons plus le temps d'attendre. Des territoires et des populations sont en danger pour leur survie* », alerte Ninawa, le cacique du peuple indigène Inu Huni Kui.

Quelques jours plus tard, la mobilisation gagne les rues. La marche pour la justice climatique marque le point culminant du rassemblement. 70 000 personnes du monde entier défilent et

appellent à « la participation et au leadership des peuples dans la construction des solutions climatiques* ».

MOMENT UNIQUE DE CONVERGENCE

À quelques mètres seulement, la COP30, ou 30^e Conférence des Parties, se déroule dans un tout autre décor. Discussions feutrées, espaces fermés. Ici, au Sommet des peuples, l'ambiance est ouverte, vibrante, collective.

Pour Martin Willaume, responsable Amérique latine & Caraïbes au CCFD-Terre Solidaire, cette effervescence ne tient pas du hasard : « *Le Brésil est historiquement un laboratoire des forums mondiaux. Avec le gouvernement Lula, un espace démocratique a permis l'émergence de cette contre-COP amazonienne. Le Sommet des peuples est devenu un moment clé de renforcement, voire de régénération, pour des militants et militantes du monde entier, dans un contexte international souvent très difficile pour eux.* » En plus d'un soutien financier pour l'organisation du Sommet, le CCFD-Terre Solidaire a permis à une quinzaine de partenaires d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique de prendre part à l'événement. « *S'il s'agit d'un espace de débats et de dialogues constructifs, il faut que les premiers concernés, à savoir les acteurs locaux, y participent* », confirme Martin Willaume.

Durant cinq jours, se multiplient les temps d'échange entre acteurs de la société civile, mais aussi les interpellations des pouvoirs

LES SOLUTIONS NE VIENDRONT PAS DES MÊMES STRUCTURES QUI ONT PROVOQUÉ LA CRISE. LA JUSTICE CLIMATIQUE COMMENCE PAR LA JUSTICE DANS LES CHAMPS, LES FORÊTS ET LES VILLES.

Bruno Prado
Directeur de l'AS-PTA, partenaire
du CCFD-Terre Solidaire

publics, des acteurs économiques et des négociateurs de la COP30 : tables rondes, réunions, débats, « toxic tour » (voir page suivante), tribunal populaire théâtralisé... En parallèle, se tient une rencontre internationale visant à créer un Mouvement des personnes affectées par les barrages, les crimes socio-environnementaux et la crise climatique.

DÉNONCER LES FAUSSES SOLUTIONS

« *Avec nos partenaires, nous nous sommes immergés dans ce formidable bain militant, populaire et inclusif, si vivifiant pour nourrir nos travaux, nos stratégies de résistance et nos mobilisations futures* », poursuit Martin Willaume. Au cœur des échanges : la nécessité de déconstruire les récits présentant comme >>> >>> écologiques des solutions qui en réalité





perpétuent des modèles extractivistes injustes pour les populations locales.

Notre partenaire Bruno Prado, directeur de l'AS-PTA (Assistance et services à des projets d'agriculture alternative), présent au Sommet des peuples, en est un témoin direct. Son territoire agricole est convoité par des entreprises nationales et internationales qui y implantent des éoliennes, profitant de la naïveté des agriculteurs locaux pour leur faire signer des contrats souvent très inéquitables. « *Nous ne sommes pas contre les énergies renouvelables, mais contre le modèle capitaliste des entreprises qui veulent surfer sur ce business sans tenir compte des populations rurales* », martèle-t-il.

LA RÉPONSE AU DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES VERTES OU RENOUVELABLES SE TROUVE DANS LES TERRITOIRES, QUI DOIVENT DONC ÊTRE INTÉGRÉS AUX NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT.

Bruno Prado
Directeur de l'AS-PTA, partenaire
du CCFD-Terre Solidaire

UNE DOUBLE ARÈNE DE MOBILISATION

Le Sommet des peuples s'achève par une déclaration qui dénonce ces fausses solutions discutées au même moment à la COP30. Elle exige notamment que « *le financement climatique international n'approfondisse pas les inégalités entre Nord et Sud* » et « *soit structuré de manière équitable, transparente et démocratique** ». Des revendications qui se retrouvent également au cœur de la mobilisation du CCFD-Terre Solidaire au sein de l'enceinte officielle de la COP30, dans laquelle il intervient notamment aux côtés de son allié le Réseau Action Climat (RAC). « *En tant qu'association de plaidoyer en capacité de pouvoir interpeller des décideurs politiques nationaux et internationaux, nous nous devons d'investir ces deux espaces de mobilisation – celui de la société civile, orchestré par le Sommet des peuples, et celui institutionnel de la COP* », explique Robin Guittard, directeur adjoint du plaidoyer. Sur ces deux scènes, l'ambition est la même : promouvoir des mécanismes économiques internationaux plus justes et émancipateurs pour les pays du Sud (passant par exemple par l'annulation de la dette et le financement de l'adaptation au changement climatique) pour adresser les enjeux de développement et d'investissements face à la crise climatique. « *Dans cette double arène, le CCFD-Terre Solidaire avance sur deux jambes solides et complémentaires* », conclut-il. ●

* Lire « *La Déclaration du Sommet des Peuples vers la COP30* ».

BARCARENA, L'ENFER À 50 KM DE LA COP30

La veille de l'ouverture du Sommet des peuples, le CCFD-Terre Solidaire organise avec son partenaire brésilien Fase¹ un « toxic tour » à Barcarena, district industriel situé à une cinquantaine de kilomètres de Belém. Sur place, journalistes français et brésiliens ont pu y entendre les témoignages des communautés autochtones qui vivent encerclées par les bassins de résidus miniers et les infrastructures de plus de 94 entreprises. Parmi elles, la multinationale française Imerys, qui a exploité pendant plus de vingt ans deux mines et l'une des plus grandes usines de kaolin au monde.

Pour Clara Alibert, chargée de plaidoyer au CCFD-Terre Solidaire, l'initiative dépasse le seul cadre de ce « toxic tour » et s'inscrit dans la durée : « *Il ne s'agit pas d'un coup. En alliance avec le groupe de chercheurs Gesterra², nous agissons dans un suivi rigoureux et de long terme, adossé à des preuves, des recherches et des témoignages des populations locales intoxiquées depuis plusieurs décennies par des multinationales.* »

1. Fédération d'organisations d'assistance sociale et éducative. 2. Groupe d'études de recherches société, territoire et résistances en Amazonie.

L'équipe CCFD-Terre Solidaire à Belém, accompagnée de partenaires de l'association.



VOIR LE MONDE EN FACE : LA 2^E ÉDITION DU PRIX PHOTO CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Avec son Prix Photo lancé en 2023, le CCFD-Terre Solidaire a pris un engagement fort : soutenir une photographie documentaire exigeante et capable d'éclairer les grandes fractures sociales et écologiques du monde.

Pensé comme un rendez-vous international biennal, ce Prix distingue des photographes engagés dans des projets au long cours. Plus qu'une récompense, il constitue un véritable dispositif de soutien : accompagnement financier, mise en réseau avec les partenaires de terrain de l'association et diffusion des œuvres auprès du grand public. Une manière concrète de contribuer à l'écriture visuelle de l'histoire.

Avec 402 candidatures reçues de 69 pays et plus de 2 000 votants, cette deuxième édition s'est imposée à l'international comme un rendez-vous incontournable de la photographie engagée.

Les cinq lauréats ont été révélés lors d'une grande exposition au Point Éphémère à Paris en octobre 2025, conçue comme un espace vivant de rencontres. Sur un mois, l'événement a accueilli près de 6 000 visiteurs !

En 2026, grâce au réseau de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire, l'exposition voyagera dans des bibliothèques, des centres sociaux, des mairies, etc., et jusqu'au festival photo de La Gacilly en Bretagne, pour faire vivre la solidarité internationale dans tous les territoires.



PALESTINE | *Beyond the Sky and the Sea* | **Ismail Abu Hatab** documentait la réalité des déplacés de Gaza. Assassiné le 30 juin 2025 dans un bombardement, il a reçu à titre posthume le **Prix spécial du jury**, remis à sa famille lors de la soirée d'inauguration.



COLOMBIE

Paths of Desperate Hope

Federico Ríos Escobar suit les migrants qui traversent la jungle du Darién, cette brèche périlleuse entre la Colombie et le Panama sur la route vers les États-Unis. Un travail pour donner un visage humain à la crise migratoire.

Prix du jury

GUATEMALA

Until the Corn Grows Back

Lys Arango photographie la résistance des paysans guatémaltèques face au déclin de leur agriculture. Grâce à la dotation du Prix, elle a pu repartir sur le terrain pour mettre en lumière les solutions agroécologiques.

Prix du jury - SAIF



BRÉSIL

Climate Change in the Amazon

Lalo de Almeida donne à voir une Amazonie ravagée par les sécheresses extrêmes et les assauts de l'agrobusiness. Un témoignage puissant sur l'urgence climatique.

Prix du jury

RUSSIE ET CANADA

Permafrost

Natalya Saprunova explore toutes les dimensions de la fonte du permafrost en Sibérie et au Canada : sols qui s'affaissent, bâtiments effondrés, communautés autochtones menacées.

Prix du public



JUSTICE ÉCONOMIQUE

MÉGA-BARRAGE AU MOZAMBIQUE : LA FACE CACHÉE D'UN PROJET « VERT »

Présenté comme un projet phare de transition énergétique, le barrage de Mphanda Nkuwa, au Mozambique, suscite une vive contestation. Derrière la promesse d'une électricité « verte », les communautés locales dénoncent des atteintes à leurs droits et à leurs moyens de subsistance. Aux côtés de son partenaire Justiça Ambiental (JA!), le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour faire entendre ces voix, ici comme là-bas.

POURQUOI CE PROJET POSE PROBLÈME ?

Situé sur le fleuve Zambèze, le projet de barrage de Mphanda Nkuwa est présenté comme une réponse aux besoins énergétiques régionaux. Pourtant, il cristallise de nombreuses inquiétudes. Porté par un consortium impliquant deux entreprises françaises – EDF et TotalEnergies –, il pourrait inonder 100 km² de terres (la superficie de Paris !), déplacerait plus de 1 400 familles et affecterait indirectement jusqu'à 350 000 personnes dont la subsistance dépend du fleuve. L'étiquette « énergie verte » résiste peu à l'analyse : les experts pointent entre autres les émissions de gaz à effet de serre liées à la décomposition de la biomasse submergée, ainsi que l'impact sur les écosystèmes. Le projet apparaît dès lors comme une fausse solution qui reproduit des logiques extractivistes, où les ressources et territoires du Sud sont mobilisés au bénéfice d'acteurs économiques externes et au détriment des populations locales. En effet, 60 % de l'électricité produite serait destinée à l'exportation. En outre, les populations concernées sont menacées lorsqu'elles s'organisent pour défendre leurs droits et leurs moyens de subsistance.

POURQUOI SE MOBILISER AUX CÔTÉS DE JA ! ?

Depuis vingt ans, JA! défend le droit des communautés et l'environnement en alertant sur les impacts des mégaprojets extractifs au Mozambique. « Mobilisés contre le barrage de

Mphanda Nkuwa, ils nous ont sollicités pour agir en France afin de mettre nos entreprises et nos décideurs publics face à leurs responsabilités », confirme Charlotte Kreder, chargée de mission Afrique australe au CCFD-Terre Solidaire. EDF, détenue à 100 % par l'État français, et TotalEnergies sont en effet soumises à la loi sur le devoir de vigilance (voir ci-dessous). Elles sont alors tenues d'identifier et de prévenir les atteintes aux droits humains dans leurs chaînes d'activité – une obligation non respectée à ce stade.

LE DEVOIR DE VIGILANCE : UNE VICTOIRE MENACÉE

Le devoir de vigilance oblige les multinationales à veiller à ce que leurs activités respectent les droits humains et l'environnement. La France a été pionnière en adoptant cette loi dès 2017, portée par des années de mobilisation de la société civile à laquelle le CCFD-Terre Solidaire a pleinement contribué. Une victoire étendue à l'Union européenne en mai 2024. Moins d'un an plus tard, le 16 décembre 2025, la directive européenne Omnibus en a fait une coquille vide. La loi française, elle, reste en vigueur.



« Notre partenariat avec JA! va bien au-delà du financier, complète Charlotte Kreder. Avec eux et par nos actions de plaidoyer ou de mobilisation citoyenne, nous travaillons sur les causes structurelles de ces injustices. »

AGIR ICI ET LÀ-BAS : QUELS LEVIERS ?

Pour renforcer le plaidoyer, les équipes du CCDFD-Terre Solidaire ont mené en avril 2025 une mission de terrain conjointement avec JA!. Pendant plusieurs jours, les équipes ont rencontré plus de 425 personnes issues des communautés locales. Ces témoignages et analyses ont nourri un rapport, « Sans notre terre et notre fleuve, nous mourrons de faim », documentant les impacts sociaux du projet et formulant des recommandations concrètes à destination des financeurs et institutionnels et des pouvoirs publics mozambicains comme français.

Ce rapport constitue un levier central : diffusé fin 2025 auprès d'institutions européennes, d'entreprises et de parlementaires, il a déjà suscité des réactions. Son webinaire de lancement a d'ailleurs réuni une centaine de participants. « Avec JA!, nous savons que nous nous inscrivons dans un travail au long cours, insiste Clara Alibert, chargée de plaidoyer au CCDFD-Terre Solidaire. Le choix de s'attaquer à un projet présenté comme "vert" n'est d'ailleurs pas toujours bien compris. Mais à partir du moment où il y a une violation de droits humains, nous ne pouvons pas rester silencieux. Nous poursuivrons donc notre mobilisation commune jusqu'à ce que les impacts sociaux aient été complètement prévenus ou réparés. » ●



LES POPULATIONS AUTOCHTONES DOIVENT AVOIR LE DROIT DE DIRE NON AUX MÉGAPROJETS QUI NE PARVIENNENT PAS À PROUVER LEURS AVANTAGES PRÉSUMÉS OU QUI SONT DÉJÀ IMPLIQUÉS DANS LA VIOLATION DES DROITS HUMAINS COMME C'EST LE CAS ICI.

Anabela Lemos
Directrice de Justiça Ambiental (JA!)

EXTRACTIVISME : DIRE NON, AGIR ENSEMBLE

Le projet de méga-barrage Mphanda Nkuwa est un exemple de projets énergétiques fondé sur une logique extractive. Ce modèle économique repose, en effet, sur l'extraction massive et l'exploitation intensive des ressources naturelles (minéraux, hydrocarbures, eau...), qui a souvent des conséquences environnementales graves et accroît les injustices sociales envers les communautés locales. Près de 20 % des partenaires du CCDFD-Terre Solidaire y sont confrontés.

C'est pourquoi l'association a lancé sa campagne de changement « Abus des multinationales : on devrait tous pouvoir dire non ». Son objectif : obtenir une meilleure régulation des multinationales, incluant le respect du consentement des populations impactées et l'application du devoir de vigilance.

En 2025, cette campagne a mobilisé largement : 180 actions menées dans 16 régions, environ 13 000 personnes touchées, plus de 7 000 signataires du manifeste, 37 000 visites sur la page dédiée. La campagne se poursuit en 2026, et Mphanda Nkuwa reste l'un des combats au cœur de la mobilisation.

GRAND ANGLE

A photograph of three young men in a camp setting. One man in a black jacket is jumping rope in the foreground. Another man in a green and white hoodie is jumping rope in the background. A third man in a black Timberland jacket is holding a long purple rope on the right. A large rainbow parachute is set up in the background. The ground is sandy and there are white tents.

GAZA :
SOUTENIR CELLES
ET CEUX
QUI RESISTENT

Depuis les massacres du 7 octobre 2023 et le début de l'offensive israélienne, la population gazaouie est victime de génocide et vit dans des conditions intolérables. En effet, 90 % des habitants ont été déplacés, 92 % des habitations détruites. En Cisjordanie, la colonisation et les violences s'intensifient. À chaque instant, les partenaires du CCFD-Terre Solidaire restent en première ligne. Leurs voix racontent ce que les chiffres ne disent pas.

En Israël et Palestine, le CCFD-Terre Solidaire soutient plusieurs organisations de la société civile. Pour elles, le génocide à Gaza a tout bouleversé. Finançant habituellement des projets de développement sur le long terme, l'association a réorienté son aide pour permettre à ses partenaires de répondre à l'urgence. Cette réorientation a été rendue possible grâce à la mobilisation des donateur·rices, qui ont répondu massivement à l'appel.

À Gaza, Culture et pensée libre (CPL) gère avant la guerre des centres éducatifs pour les enfants et de soutien aux femmes. Depuis que ses bâtiments ont été touchés, l'organisation gère deux camps de déplacés, qui accueillent environ 360 familles, soit 1 800 personnes. Des femmes cuisinent, des jeunes distribuent de la nourriture, des cours et des soins sont assurés. *« Ce qui a été particulièrement difficile en 2025, c'est la famine »,* témoigne Charlotte Massardier, chargée de mission partenariat au CCFD-Terre Solidaire. *« Les employé·es de CPL s'évanouissaient au travail car elles et ils ne mangeaient qu'une fois par jour. »*

Filastiniyat, également partenaire du CCFD-Terre Solidaire, produit des contenus et soutient habituellement les femmes journalistes à travers des formations. Grâce à la réorientation immédiate des financements du CCFD-Terre Solidaire, Filastiniyat a été parmi les premières organisations à venir en aide aux journalistes de Gaza. Près de 1 000 ont été soutenus. Trois stations de

travail et d'hébergement ont été créées pour les femmes journalistes, leur offrant un lieu sûr pour travailler le jour et dormir la nuit. L'une d'elles porte le nom de Mariam Abu Daqqa, journaliste tuée en août 2025 lors d'un bombardement israélien. Mariam gérait bénévolement l'accueil sur place.

RACONTER POUR RÉSISTER

Mona Khader, employée de Filastiniyat réfugiée en Égypte, témoigne : *« Les gens à Gaza disent tout le temps : au Nord, on meurt ; au Sud, on meurt ; au centre, on meurt. Il n'y a plus de nourriture saine, l'eau est salée, les médicaments manquent. »* Pour elle, continuer à raconter le quotidien, y compris dans ce qu'il a de plus banal, est une forme de résistance.

Le CDMC (Centre de développement communautaire et des médias) travaillait sur les violences de genre en ligne. Lui aussi a dû réinventer son action : l'organisation a formé des professionnels de la psychologie aux questions de traumatisme pour animer des groupes de soutien communautaire, et poursuivi ses formations pour aider les populations à se protéger contre les risques d'exploitation sur Internet. En 2025, 2 608 personnes en ont bénéficié (1 253 élèves et 1 355 parents).

La situation ne se limite pas à Gaza. Les Palestiniens d'Israël sont eux aussi sous pression. Aya Zinatey, de Tishreen, >>>

15 EMPLOYÉ·ES

des organisations partenaires du CCFD-Terre Solidaire ont été tuées dans des offensives israéliennes depuis octobre 2023.

Des enfants font de la corde à sauter dans un camp de déplacés géré par Culture et pensée libre (CPL), qui assure des activités éducatives et récréatives pour les plus jeunes.

ISMAIL ABU HATAB : GAZA DANS L'OBJECTIF

Ismail Abu Hatab était photographe palestinien. Sa série sur les rives de la Méditerranée à Gaza a été son dernier projet. Il a été tué dans une frappe israélienne le 30 juin 2025. Le Prix photo CCFD-Terre Solidaire lui a été remis à titre posthume (lire p. 24). Depuis octobre 2023, plus de 250 journalistes ont été tués à Gaza.

>>> partenaire du CCFD-Terre Solidaire, témoigne : « *Après le 7 octobre, Israël a surveillé chaque publication, chaque "like". [...] Nous avons arrêté de parler entre nous en arabe parce que nous avons peur.* » Tishreen forme des jeunes sur l'identité palestinienne dans le but de favoriser l'engagement citoyen des populations, notamment sur les questions de violence intracommunautaire.

EN FRANCE : PORTER LES VOIX, PESER SUR LES DÉCISIONS

La singularité du CCFD-Terre Solidaire, c'est de travailler avec des partenaires à la fois palestiniens et israéliens. Sadaka Re'ut, organisation binationale d'éducation, incarne cette approche. L'organisation travaille avec les jeunes Israéliens et Palestiniens pour imaginer un avenir commun, au-delà de la violence. Dina Gardashkin, l'une de ses co-directrices, explique : « *Si personne ne parle de ce à quoi l'avenir devrait ressembler, nous n'aurons aucune base sur laquelle construire.* »

Au-delà du soutien à ses partenaires, le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé en France et sur le terrain. En avril, sa présidente Virginie Amieux et des évêques de France se sont rendus en Terre sainte pour écouter et soutenir les habitants. En parallèle, l'association a mené un plaidoyer intense tout au long de l'année : rendez-vous parlementaires, série de bandes dessinées sur les réseaux sociaux, briefing presse en amont de la conférence de New York sur la solution à deux États. Gaza a aussi été l'un des sujets qui ont le plus mobilisé les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire (lire p. 31).

SANS LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, NOUS N'AURIONS PAS PU RÉPONDRE AUSSI VITE À L'URGENCE À GAZA.

Wafa Abdel Rahman
Présidente de Filastiniyat

Sur le terrain diplomatique, la France a reconnu l'État de Palestine en septembre 2025 – une première étape qui reste largement insuffisante. En octobre, le cessez-le-feu dans le cadre du « plan Trump » a été un soulagement, même s'il est violé quotidiennement par Israël, et ne met pas fin au génocide. Le CCFD-Terre Solidaire a analysé ce plan dans une note publique : celui-ci ne fixe aucun calendrier de retrait et place les Palestiniens sous tutelle d'un « Conseil

de la paix » excluant tout représentant palestinien. Ni la reconnaissance de la Palestine ni le Plan Trump ne mettent fin aux violences en Cisjordanie, où le nettoyage ethnique et la colonisation s'accroissent, et où les Palestiniens subissent la violence quotidienne des colons et de l'armée israélienne.

NE PAS DÉTOURNER LE REGARD

Malgré le cessez-le-feu, les bombardements continuent et les ONG humanitaires se voient refuser l'entrée à Gaza. « *Les Gazaouis se sentent isolés*, dit Wafa Abdel Rahman. *Plus personne ne les regarde. C'est la pire chose qui puisse arriver.* »

Pour le CCFD-Terre Solidaire, la boussole reste le droit international. L'association continuera de soutenir ses partenaires, de porter leur voix et d'inscrire le combat pour la Palestine dans une exigence plus large de justice et de dignité. Comme le dit Wafa : « *Ce que nous avons vu dans les mouvements de soutien, c'était une solidarité humaine. Mais ce n'était pas une solidarité politique. C'est là que la société civile doit agir.* » ●

« NO OTHER LAND » UN DOCUMENTAIRE OSCARISÉ ALORS QUE LES VIOLENCES CONTINUENT

Réalisé par une équipe de Palestiniens et d'Israéliens (Basel Adra, Hamdan Ballal, Rachel Szor et Yuval Abraham), le documentaire *No Other Land* raconte cinq années de résistance de la communauté de Masafer Yatta, en Cisjordanie, face à la colonisation. Sorti en salles en 2024 et soutenu par le CCFD-Terre Solidaire, le film a remporté l'Oscar du meilleur documentaire en mars 2025. Depuis, la violence que le film documente n'a pas cessé. Quelques semaines après la cérémonie, Hamdan Ballal, l'un des coréalisateurs, a été lynché par un groupe de colons puis arrêté par l'armée israélienne. Et le 28 juillet 2025, Awdah Hathaleen, Palestinien de Masafer Yatta qui avait contribué au film, a été tué par un colon israélien.

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE MOBILISÉ TOUTE L'ANNÉE POUR LA PALESTINE

Veillées, manifestations, interpellations, rencontres : tout au long de l'année 2025, le CCFD-Terre Solidaire et ses bénévoles ont porté la voix de leurs partenaires et exigé le respect du droit international. Retour en images.



En avril, une délégation d'évêques français et de responsables d'associations caritatives catholiques, dont le CCFD-Terre Solidaire, s'est rendue en Israël et Palestine pour écouter les communautés locales et porter un appel à la paix et à la justice.



Le 8 juillet, 20 000 personnes se sont rassemblées à Paris à l'appel de plus de 70 organisations, dont le CCFD-Terre Solidaire, pour la « ligne rouge pour Gaza ». Ensemble, elles ont formé une grande ligne rouge humaine pour symboliser toutes les lignes rouges franchies à Gaza.



En juin, le CCFD-Terre Solidaire a lancé une veillée nationale de prière pour Gaza, rejointe par plusieurs collectifs et organisations (La Cimade, Pax Christi, Lutte et Contemplation, le collectif Anastasis, Les Amis de Sabeel ou encore Chrétiens pour la Méditerranée...). L'initiative a essaimé dans toute la France : des dizaines de veillées se sont par la suite tenues à l'initiative des bénévoles, bien au-delà de l'événement initial. Cet élan collectif a contribué à faire résonner un message de paix, de justice et de fraternité.



Pour sensibiliser le grand public, le CCFD-Terre Solidaire a publié une série de bandes dessinées donnant à voir la réalité quotidienne des Palestiniens, diffusées en amont de la conférence sur la solution à deux États.

JUSTICE ÉCONOMIQUE

JUBILÉ DE L'ESPÉRANCE : BRISER L'ENGRENAGE DE LA DETTE DES PAYS DU SUD

Le 1^{er} janvier 2025, le pape François inaugure l'année jubilaire, placée sous le signe de l'Espérance. Il appelle alors à une « réduction importante, sinon un effacement total de la dette internationale qui pèse sur le destin de nombreuses nations ». L'année a ensuite été marquée par une mobilisation intense. Le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires y ont pris toute leur part pour permettre aux pays du Sud de sortir d'un système qui accroît les injustices.

Face à la dette, les pays du Sud se retrouvent devant un dilemme impossible : rembourser ou investir dans leur développement ? Dès 2000, le pape Jean-Paul II avait placé l'annulation de la dette au cœur de l'année jubilaire. Conséquence : plus de 40 pays ont vu leur dette annulée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Mais 25 ans après, quel est le constat ? La situation s'est aggravée et les réponses apportées n'ont pas traité les causes structurelles du problème. Une part croissante de la dette est désormais détenue par des créanciers privés, peu régulés, tandis que les décisions restent dominées par les pays créanciers, au détriment des pays concernés.

En 2025, année du Jubilé de l'Espérance, ce combat est par conséquent revenu au cœur des mobilisations de l'Église et de la société civile. Avec une conviction renforcée : dette et climat sont désormais indissociables. Justice économique et justice climatique constituent les deux faces d'une même réalité.

CHANGER LES RÈGLES POUR PLUS DE JUSTICE

Avec plus de 40 ONG, dont Caritas Internationalis et des partenaires du Sud comme Latindadd, le CCFD-Terre Solidaire s'est donc engagé dans une vaste mobilisation pour faire bouger les lignes.

Celle-ci s'est articulée autour de la diffusion de la pétition « Transformer la dette en espoir », l'interpellation du gouvernement français, des actions de plaidoyer lors des grands événements internationaux – dont la conférence internationale sur le financement du développement à Séville ou la COP30 au Brésil –, et l'engagement de ses bénévoles sur le terrain, dans le cadre de la campagne « Injustices : redistribuons les cartes ! » cofinancée par l'Union européenne. Autant de leviers pour porter une triple exigence : annuler les dettes, s'attaquer à leurs causes systémiques et créer un cadre international juste et transparent, sous l'égide des Nations unies, impliquant pleinement les pays du Sud. ●

**LES PAYS LES PLUS TOUCHÉS PAR
LA CRISE CLIMATIQUE SONT CEUX
QUI Y ONT LE MOINS CONTRIBUÉ.
ILS DOIVENT POURTANT LE PLUS
EMPRUNTER POUR LUTTER CONTRE
SES EFFETS, CE QUI ALOURDIT LEUR
DETTE ET FREINE ENCORE PLUS
LEUR DÉVELOPPEMENT.**

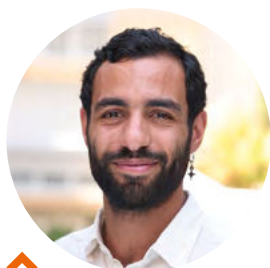
Mathieu Paris
Chargé de plaidoyer Dette et Aide publique au développement
au CCFD-Terre Solidaire



JUSTICE ÉCONOMIQUE

JUSTICE FISCALE

INTERNATIONALE : 2025, LE DÉBUT D'UNE BATAILLE DÉCISIVE



Ryad Selmani

Chargé de plaidoyer Justice fiscale
au CCFD-Terre Solidaire

En 2025, à New York puis à Nairobi, se sont engagées les négociations pour une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale. Une des réformes les plus structurantes de la gouvernance économique mondiale, née de la mobilisation de la société civile depuis plus de vingt ans. Décryptage des enjeux de cette étape charnière.

Pourquoi parler d'espoir pour la justice fiscale internationale ?

Cette convention fiscale des Nations unies est l'occasion de mettre fin à un système injuste et inefficace. Chaque année, 500 milliards de dollars échappent aux budgets publics à cause de l'évasion et de la fraude fiscales – dont 200 milliards pour les pays du Sud. L'objectif est donc d'obtenir un cadre fiscal multilatéral sous l'égide des Nations unies avec une gouvernance où tous les pays ont une voix égale. Jusqu'ici, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) avait la main sur les règles, dans un cadre réservé aux pays riches. Il s'agit désormais de bâtir un système plus juste, capable de mobiliser ces centaines de milliards de recettes fiscales pour le développement, les services publics, le climat. La convergence avec la COP30, qui se tenait simultanément à Belém, l'a d'ailleurs illustré : sans réforme fiscale internationale, il n'y a pas de financement crédible de la transition.

Comment vous mobilisez-vous et quelles sont vos attentes ?

Au CCFD-Terre Solidaire, nous sommes engagés depuis plus de quinze ans pour la naissance de ce processus. En 2025, avec l'Alliance globale pour la justice fiscale, nous avons pris part et participé aux sessions officielles de négociation aux Nations unies pour aboutir à une convention ambitieuse et contraignante – intégrant notamment une taxation unitaire des multinationales, un mécanisme global de taxation des grandes fortunes et des instruments de fiscalité environnementale fondés sur le principe pollueur-payeur. Nous avons également mené des actions de plaidoyer vis-à-vis des autorités françaises.

La France perd en effet chaque année près de 33 milliards de dollars du fait de l'évasion fiscale : elle aurait pourtant tout à gagner d'une telle réforme. Notre campagne « Injustices » a permis, quant à elle, de mobiliser plus largement le grand public afin qu'il s'approprie pleinement ce sujet crucial.

En 2026, les négociations entrent dans une phase clé de concrétisation, avec comme horizon un vote à l'Assemblée générale des Nations unies en 2027. Cette année sera décisive. ●

40%

DES PROFITS DES MULTINATIONALES
sont transférés chaque année
dans des paradis fiscaux.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

AUX CÔTÉS DES PERSONNES MIGRANTES : AGIR ENSEMBLE MALGRÉ DES VENTS CONTRAIRES

Criminalisation des associations, durcissement des politiques migratoires, montée des discours de repli...

Le contexte n'a jamais été aussi difficile pour les personnes exilées et celles et ceux qui les accompagnent. Pourtant, bénévoles du CCFD-Terre Solidaire et partenaires associatifs continuent d'agir, renforcés par leur union. Rencontre avec Claudine Lanoë et Catherine Agius, bénévoles au CCFD-Terre Solidaire, et Glauber Sezerino du Crid.

Le contexte s'est-il durci ces dernières années ?

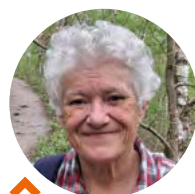
Glauber Sezerino : Les discours de repli sur soi se multiplient, la suspicion envers les acteurs de la solidarité est croissante et les personnes migrantes font face à une précarisation toujours plus grande. On peut parler d'une criminalisation de la solidarité, qui s'inscrit dans un recul bien plus large des droits fondamentaux et des libertés associatives. Et ce n'est pas seulement français : avec l'entrée en vigueur du pacte européen sur la migration et l'asile, on voit des politiques anti-migrants déployées au Sénégal, au Niger, au Mali, en Tunisie (*lire ci-contre*).

Claudine Lanoë : Je le vois très concrètement dans mon quotidien. On demande aux personnes migrantes de prouver par des témoignages qu'elles sont insérées dans la société française pour renouveler leurs papiers. On multiplie les obstacles. On leur demande des choses qu'on n'exigerait de personne d'autre. Dans ma

Du 27 au 29 juin 2025, la plateforme briançonnaise d'associations solidaires a organisé la première édition du festival La Bouffée d'air. Un pas de côté assumé : se retrouver, débattre, chanter pour régénérer la joie militante et prendre soin des luttes. Le CCFD-Terre Solidaire, membre actif de la plateforme et partenaire de l'événement, y tenait un stand dans le village associatif.



Glauber Sezerino
Responsable des partenariats
au Crid (Centre de recherche
et d'information pour le
développement)



Claudine Lanoë
Bénévole CCFD-Terre Solidaire
(Hauts-de-France), membre de
la commission axe thématique
Migrations



Catherine Agius
Bénévole CCFD-Terre Solidaire
(Gironde), membre de la
commission axe thématique
Migrations

région, à Calais, la criminalisation est encore plus directe : des associations reçoivent des verbalisations à répétition, de simples tracasseries administratives destinées à les épuiser. C'est de pire en pire.

En quoi travailler en interassociatif est-il indispensable ?

Glauber Sezerino : L'interassociatif permet de partager les difficultés, de mener la bataille pour les droits fondamentaux ensemble et de peser davantage dans le plaidoyer. C'est en mettant nos regards en commun qu'on peut penser des résistances et des propositions collectives. Dans ce contexte, notre partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire est fondamental pour nous : nous avons une longue histoire commune. Cette relation de confiance, construite sur des années, nous permet de peser ensemble sur les dynamiques de mobilisation et de placer les personnes concernées au cœur de l'action, non pas comme témoins, mais comme actrices à part entière.

Catherine Agius : On ne peut pas faire tout seul. Travailler avec La Cimade, avec le Crid, avec d'autres : c'est là que se trouvent à la fois l'expertise, la force de frappe et la capacité à faire vivre la question auprès du plus grand nombre. Et d'ailleurs cette vision partenariale à la fois en France comme à l'international est au cœur de la mission du CCFD-Terre Solidaire. Dans le domaine des migrations, c'est une plus-value essentielle pour cet écosystème associatif.

Quelles actions phares reprenez-vous de 2025 ?

Glauber Sezerino : La Commémoration du 6 février a été un moment fort, politique autant que mémoriel (*lire p. 8*). Le Crid comme le CCFD-Terre Solidaire étaient présents, ainsi que pour la Journée internationale des personnes migrantes du 18 décembre. En 2025, nous avons aussi mené des actions décentralisées dans plusieurs villes d'Europe pour dénoncer le pacte européen qui entre en vigueur en 2026 : relier ces mobilisations au travers d'un narratif commun, c'est exactement ce que permet l'interassociatif.

Claudine Lanoë : En 2025, nous avons aussi voulu intensifier les actions de sensibilisation. Sur mon territoire, nous avons ainsi organisé des ciné-débats sur le film *Accueil* dans un tiers-lieu près de Lille et à l'ESPOL (École européenne de sciences politiques et sociales) devant des étudiants en master, ainsi que des présentations sur l'externalisation des frontières devant des assemblées diocésaines. Chaque fois le même objectif : faire comprendre que les politiques

migratoires actuelles ont des conséquences négatives sur la vie des personnes en exil, que derrière les chiffres, il y a des visages, des histoires personnelles.

Vos perspectives pour l'avenir en quelques mots ?

Glauber Sezerino : Continuer à développer les mobilisations autour de la mémoire et en faire un enjeu politique actuel, en lien direct avec les personnes concernées.

Claudine Lanoë : Fidèle à son ADN, le CCFD-Terre Solidaire va poursuivre le travail en réseau, avec le Crid et l'ensemble de ses partenaires, en France et à l'étranger, ainsi que tous ses alliés, sans se disperser et en apportant sa vision internationale.

Catherine Agius : Les migrations, c'est là que se jouent des questions fondamentales d'humanité. Notre rôle, c'est de continuer à les faire entendre : ensemble. ●

UNE EXPERTISE JURIDIQUE AU SERVICE DES DROITS

Le pacte européen sur la migration et l'asile, adopté en mai 2024, entre en vigueur en juin 2026. Une réforme massive, largement sous les radars, qui consacre une logique d'externalisation – c'est-à-dire la délégation par les États européens de leurs responsabilités à des pays tiers sans préoccupation du respect des droits humains, dans une opacité financière préoccupante. Face à cette complexité, le CCFD-Terre Solidaire a produit des notes de décryptage, notamment avec La Cimade et d'autres partenaires, dans une démarche interassociative, pour faire la pédagogie de ces évolutions et outiller ses bénévoles et les parlementaires alliés. Des webinaires ont relayé ce travail auprès du réseau. Pour 2026, l'enjeu est désormais d'agir, aux côtés des partenaires, au niveau français afin que la France n'aille pas jusqu'au bout de ce que le pacte autorise. Mais aussi de surveiller la réforme du mandat de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, dont les prérogatives et les moyens humains pourraient s'élargir encore.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

AU RWANDA, UN PETIT EDEN POUR REDONNER DIGNITÉ À LA TERRE ET AUX HUMAINS

Sur les flancs du volcan Karisimbi, dans le Nord-Ouest du Rwanda, le jardin de Joséphine foisonne. Légumes, pruniers, avocatiers, goyaviers... Ici, tout pousse en abondance. Patiente, elle cultive sa terre fragile et soumise aux aléas du changement climatique selon des savoir-faire traditionnels, sans intrants chimiques et à partir de semences locales. Jour après jour, son jardin prend vie, régénérant une terre pourtant affaiblie par le changement climatique (sécheresses, inondations, glissements de terrain...). La cultivatrice partage ses récoltes avec sa famille et ses voisins. Elle en vend aussi sur les marchés, où ses produits bio rencontrent un succès croissant. Joséphine fait partie des femmes accompagnées par notre partenaire Accord Rwanda, dans le cadre du programme Féministes pour des Alternatives Climat et Environnement (Face), cofinancé majoritairement par l'Agence française de développement, qui accompagne 2 500 femmes pour faire de l'agroécologie un levier puissant d'émancipation au féminin (lire p. 19). ●

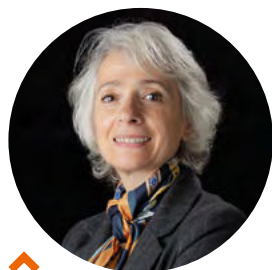




PAIX ET VIVRE ENSEMBLE

JE VOUS ÉCRIS DE SYRIE...

L'exposition *Détenus et disparus* accueillie dans la ville d'Idlib, dans le Nord-Ouest de la Syrie.



Sana Yazigi

Fondatrice de Mémoire créative de la Révolution Syrienne, plateforme qui archive et diffuse en ligne depuis 2013 les productions artistiques et culturelles syriennes en lien avec la Révolution syrienne.

« Le 8 décembre 2024, quand le régime de Bachar al-Assad est tombé, je n'ai pas hésité un seul instant. Cinq jours plus tard, j'étais dans l'avion pour revenir à Damas. J'avais quitté la Syrie onze ans auparavant, sans possibilité de retour. Entre-temps, j'ai perdu mes deux parents sans pouvoir les revoir.

Je suis retournée dans mon pays avec l'envie décuplée de transmettre, de témoigner, de continuer à lutter contre l'oubli. Contre l'oubli de tout ce qui s'est levé depuis 2011 : cette faim de liberté, cet espoir inédit, cette créativité partout en Syrie. Pendant que le régime d'Assad effaçait les graffitis, arrêta les artistes, traquait toute initiative pacifique, Mémoire créative de la révolution syrienne naissait pour mettre en lumière le rôle extraordinaire de l'art et de la culture dans l'histoire moderne de la Syrie. En plus de dix ans, plus de 39 000 œuvres ont été archivées, témoins du poids de toutes ces années de résistance. Le CCFD-Terre Solidaire a été notre premier partenaire, celui qui a tout de suite cru à notre démarche. Cette profonde

solidarité ne s'est jamais démentie. Est-ce que la chute du régime d'Assad a fait naître un espoir ? Oui, mais pour moi, l'espoir se fabrique. Il ne tombe pas du ciel, on le fait venir. Ainsi, on ouvre l'avenir. C'est pour cela que très vite, de retour à Damas, nous avons monté l'exposition *Détenus et disparus*. Nous devons partager avec la population ces œuvres trop longtemps cachées, ces histoires trop souvent tuées. L'exposition est itinérante. Elle a déjà été présentée à Damas, Alep, Homs, Idlib. À chaque étape, l'émotion est extrêmement forte. Des pères, des mères, des frères et sœurs s'effondrent. Des jeunes pleurent en disant « on ne savait rien ». C'est là que tout prend son sens.

Beaucoup de choses très dures remontent à la surface. Mais en portant cette mémoire, nous ouvrons aussi l'avenir, même si l'horizon est encore empli d'incertitude. L'espoir que je porte, celui qui fait tenir et persévérer, je le vois surtout dans cette jeunesse qui vient nombreuse visiter l'exposition. C'est elle qui construira notre futur. » ●

SUR LE TERRAIN, UNE MOBILISATION SANS FAILLE

À travers les initiatives d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, les mobilisations, les campagnes et le plaidoyer local, plus de 2 500 actions ont été organisées en 2025 – soit 7 par jour ! Portées par des milliers de bénévoles et salariées partout en France, elles font vibrer sur tous les territoires les valeurs et combats du CCFD-Terre Solidaire. Présentation de quelques-unes d'entre elles.



LA NORMANDIE ENGAGÉE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Les bénévoles normands du CCFD-Terre Solidaire se sont emparés avec inventivité de la thématique de la souveraineté alimentaire. Dans le cadre du projet régional « De la semence à l'assiette », les équipes locales ont conçu de A à Z un stand ludothèque composé de trois kakémonos, un stop-trottoir et une mallette de huit jeux plastifiés, adaptés à tous les âges, déployés lors d'événements festifs.

Parallèlement, en partenariat avec la chaîne « Cultivez la biodiversité » de l'association D'une graine aux autres, elles ont diffusé une série de seize podcasts donnant la parole à des partenaires internationaux du CCFD-Terre Solidaire. Résultat : plus de 800 écoutes au total. Deux façons concrètes de relier ici et là-bas, du champ à l'assiette.



À REIMS, L'ART AU SERVICE DES LUTTES POUR L'EAU

Du 19 au 26 septembre 2025, l'équipe locale du CCFD-Terre Solidaire a investi le cloître de l'ancienne Maison Saint-Sixte, aujourd'hui campus rémois de l'Institut catholique de Paris, pour une exposition photo consacrée à l'eau. Deux séries issues du Prix Photo 2023 – signées Emily Garthwaite sur le Tigre en Irak et Anush Babajanyan sur la rivière Kosi en Inde – ont donné un visage aux combats des partenaires de l'association, Humat Dijlah (Irak) et Paridhi (Inde). En lien avec Art Sacré Actuel Reims (Asar), l'événement a su mêler exigence artistique et sensibilisation aux engagements du CCFD-Terre Solidaire lors du vernissage, de ses visites racontées ou encore de sa table ronde de clôture. Bilan : près de 1 400 personnes touchées, 60 participants aux débats, 15 visites guidées, et des outils pédagogiques désormais réutilisables dans d'autres régions.



LOURDES, À LA CROISÉE DES ENGAGEMENTS

Carrefour de grands pèlerinages nationaux et internationaux, Lourdes accueille chaque année des dizaines de milliers de fidèles. En 2025, les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire y ont proposé une large palette d'animations – conférences, marches, soirée-jeux, concert de solidarité, etc. – autour de différents temps forts : assemblée plénière des évêques, animations ECSI (Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) lors des pèlerinages, stand et atelier lors du Frat 2025 (13 500 jeunes rassemblés cette année), etc. En fil rouge, l'espace rencontres, maison du CCFD-Terre Solidaire en cœur de ville, a accueilli et hébergé des bénévoles et des pèlerins venus de toute la France.



DANS LE VAUCLUSE, UNE CUVÉE QUI FAIT GRANDIR LA SOLIDARITÉ

Martial et Samuel, deux frères vignerons de la Ferme des Arnaud, reversent chaque année, au moment des Fêtes, 2,50 euros par bouteille de leur vin bio au CCFD-Terre Solidaire. Lancée il y a quatre ans, cette cuvée solidaire a franchi un nouveau cap en 2025 : 1 513 bouteilles vendues, 3 782 euros récoltés, soit 600 euros de plus qu'en 2024. Organisée à l'origine par les bénévoles du Vaucluse, l'opération essaime désormais jusqu'en Loire-Atlantique, dans le Gard, la Drôme et, pour la première fois en 2025, à Paris. Depuis ses débuts, elle a permis de collecter près de 16 000 euros pour l'association.

**DANS UN CONTEXTE MONDIAL
AUX CRISES MULTIPLES
ET TÉMOIGNANT D'UN RECU
DES SOLIDARITÉS,
LA MOBILISATION SUR
LE TERRAIN SE VIT COMME
UN REMPART D'UN MONDE
QUI CHANGE.**

Mathias Venet
Directeur de la Mobilisation citoyenne



À NICE, TOUTES LES GÉNÉRATIONS EMBARQUENT POUR LES OCÉANS

Pour l'Unoc – le sommet des Nations unies sur les océans –, organisé à Nice en juin 2025, les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire des Alpes-Maritimes ont déployé un programme d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale complet, pour les élèves de maternelle jusqu'au lycée. Au total, 1 500 élèves de 13 établissements ont été touchés via ces animations variées (spectacle de marionnettes, jeu de l'oie géant, escape game en ligne, jeu de rôle...).

En parallèle, l'équipe a accompagné les partenaires mauritaniens de l'Adepa (Association ouest-africaine pour le développement de la pêche artisanale) lors de conférences, de la marche bleue ou encore de rencontres avec des pêcheurs locaux. Une semaine intense d'immersion et d'échanges entre Nord et Sud.

UN LIEN VIVANT AVEC LES VALEURS DE SOLIDARITÉ DE L'ÉGLISE

Le CCFD-Terre Solidaire a été créé en 1961 par des mouvements et services d'Église, en réponse à l'appel des évêques de France, pour lutter contre la famine dans le monde. Soixante-cinq ans plus tard, ce lien avec la doctrine sociale de l'Église continue de s'exprimer au quotidien. Un lien vivant et porteur de solidarité.



UN ANCRAGE HISTORIQUE, TOUJOURS TRÈS ACTUEL


Anne Murat
Secrétaire nationale du CCFD-Terre Solidaire

« Le lien avec l'Église fait partie de notre ADN. De manière historique bien sûr, mais aussi plus fondamentalement sur le terrain des valeurs. Je suis toujours frappée de voir comment, encore aujourd'hui, notre action reste ancrée dans la doctrine sociale de l'Église. Par exemple, les principes de subsidiarité et de participation sous-tendent notre approche partenariale. Celui du soin à la maison commune accompagne notre engagement pour des pratiques respectueuses de notre environnement, comme l'agroécologie. En 2025, ce lien s'est aussi concrétisé par une mission en Palestine menée conjointement avec des évêques de la Conférence des évêques de France (*lire p. 31*), et surtout par la formalisation d'un projet ecclésial. Le fond n'est pas nouveau, mais dans un contexte mondial compliqué, il nous semblait indispensable de redire comment notre association prend sa place aujourd'hui dans l'Église. Cela nous a permis également de réfléchir à la constitution d'une équipe nationale d'aumônerie, mettant en avant notre attachement à la pluralité des regards. »



UNE DIVERSITÉ VÉCUE COMME UNE RICHESSE


Isabelle Hector Butz
Chargée des relations avec les MSE
au CCFD-Terre Solidaire

« La collégialité est à la racine du CCFD-Terre Solidaire : ce sont les mouvements et services d'Église qui l'ont fondée. Ses 29 membres constituent une richesse irremplaçable, précisément parce qu'ils sont différents. Chacun contribue à la gouvernance et aux orientations stratégiques de l'association en y apportant leur approche singulière. Des militants de l'Action catholique ouvrière aux membres de la Communauté de vie chrétienne, par exemple, chacun porte ses valeurs propres, ses communautés, ses modes d'action. Mais nous nous retrouvons tous autour d'un objectif commun : la solidarité internationale. En 2025, cette dynamique s'est notamment concrétisée dans de grands temps forts : le rassemblement des Scouts et Guides de France, les 80 ans de Pax Christi, le Festi'ural des Chrétiens du monde rural (CMR), les Grandes rurales du Mouvement rural jeunesse chrétienne (MRJC), etc. Autant d'occasions d'aller au contact de publics divers, des jeunes comme des moins jeunes, et de donner un plus large écho à nos combats et nos campagnes. »

29

MOUVEMENTS ET SERVICES D'ÉGLISE (MSE)

Ses membres représentent toute la diversité des publics, missions et spiritualités de la population, à l'image d'une Église ouverte sur le monde et ancrée dans la société.



UNE INVITATION À PRENDRE CONSCIENCE ET À AGIR

↑
Élisabeth Vaichère
Déléguée nationale ACI-CCFD-Terre Solidaire

« Chaque MSE apporte sa part à la mission de l'Église. À l'Action catholique des milieux indépendants (ACI), nous essayons de combattre trois faiblesses identifiées par la fondatrice, Marie-Louise Monnet : les trois i de ACI, à savoir installation, inconscience, individualisme. Nos liens avec le CCFD-Terre Solidaire nous fortifient dans cet objectif, à travers l'action collective menée avec ses partenaires, ou encore les prises de conscience qu'apportent ses campagnes. C'est par exemple grâce au CCFD-Terre Solidaire que nous nous sommes questionnés sur la notion de paternalisme, penchant qui peut se rencontrer fréquemment dans les milieux indépendants. L'ACI est plutôt un mouvement d'Église d'apostolat qui invite à réfléchir sur notre foi et son expression. Notre capacité d'action, elle, peut s'exprimer à travers notre lien avec le CCFD-Terre Solidaire. De nombreux membres de l'ACI sont d'ailleurs aussi bénévoles de l'association. Leur enthousiasme et leur engagement depuis des décennies me marquent. J'y vois une façon extrêmement profonde et cohérente de vivre sa foi. »



UN ALIGNEMENT ENTRE VALEURS ET ACTION

↑
Olivier Béal
Chargé de développement associatif
au CCFD-Terre Solidaire, Marseille

« Travailler pour une association dont on partage les valeurs est une vraie chance. Au CCFD-Terre Solidaire, j'ai découvert des personnes qui transforment leur foi en action. C'est d'ailleurs pour cette raison que je suis devenu bénévole de l'association avant d'en devenir salarié. J'ai récemment suivi des formations sur la doctrine sociale de l'Église qui ont renforcé cette conviction. La puissance du message m'a frappé : notamment sur le principe de subsidiarité – ce refus d'agir à la place des autres – qui infuse certes dans notre approche partenariale, mais aussi dans la manière dont nous montons des projets avec les bénévoles. Le respect de la dignité humaine est également une valeur qui nous porte et que nous mettons tout particulièrement en avant lors de nos actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Bien sûr, ces valeurs ne sont pas exclusives : elles parlent à tout salarié-e ou à tout bénévole qui se reconnaîtrait dans un idéal humaniste, qu'il ou elle soit croyant-e ou non. »



NE PAS SE RÉSOUDRE AU SILENCE

↑
Jean-Marie Larose
Bénévole du CCFD-Terre Solidaire,
engagé sur la situation Israël-Palestine

« Mon engagement au CCFD-Terre Solidaire a commencé il y a plus de 30 ans autour d'une conviction simple : la solidarité n'a pas de frontières. C'est ce même fil qui m'a conduit vers la question palestinienne. En 2009, à l'appel de l'évêque auxiliaire de Montpellier Claude Azéma, nous avons fondé le collectif Kairos 34, pour relayer les appels des chrétiens de Palestine. En 2019, nous sommes allés sur

place et nous avons été profondément marqués par la résilience de ces communautés, leur espérance malgré tout. Depuis le 7 octobre 2023, leur appel est encore plus pressant. Ils nous demandent de ne pas rester silencieux. C'est pourquoi nous avons organisé deux veillées de prière pour Gaza en 2025 : l'une sur le parvis de la cathédrale de Montpellier, l'autre au temple de Béziers avec La Cimade. Des temps œcuméniques, portés par catholiques et protestants, pour répondre à cet appel et rendre visible une réalité qui ne doit pas être tue. »

« SI NOUS NE PORTONS PAS CES IDÉAUX, PERSONNE D'AUTRE NE LE FERA »



Guillaume Nicolas
Délégué général
du CCFD-Terre Solidaire

Nommé délégué général du CCFD-Terre Solidaire en juin 2025, Guillaume Nicolas a pris ses fonctions dans un contexte de turbulences inédites pour la solidarité internationale. Il livre un regard personnel sur ce qui l'a marqué, sur les forces qui portent l'association et sur le cap à tenir pour la suite.

Vous avez pris vos fonctions au CCFD-Terre Solidaire en pleine tempête pour la solidarité internationale. Qu'est-ce qui vous a frappé en premier ?

J'ai d'abord été marqué par la vitesse et la brutalité des changements. Beaucoup avaient été anticipés, voire engagés : les baisses de budgets publics, par exemple, étaient dans l'air du temps depuis quelques années. Mais tout

est allé plus vite et plus fort que ce que l'on avait imaginé.

J'ai vu un tissu associatif capable de parler d'une seule voix pour défendre son utilité, mais dans le même temps extrêmement fragilisé. L'existence même de certaines associations était en jeu.

Et puis, en arrivant au CCFD-Terre Solidaire, j'ai été frappé par le contraste. D'un côté, ce contexte très dur. De l'autre, une combativité remarquable.

NOUS RESTONS AUX CÔTÉS DE NOS PARTENAIRES, DANS LA DURÉE. IL PEUT Y AVOIR DES CRISES BUDGÉTAIRES, UN CONTEXTE DIFFICILE : NOUS CONTINUONS À INVESTIR CE TEMPS LONG.

Les salarié·es comme les bénévoles sont restés mobilisés contre vents et marées. Ce sont des contextes qui nous fatiguent, qui nous usent... on n'a pas le vent dans le dos. Mais c'est aussi ce qui rend nos missions plus indispensables que jamais. Du côté de nos partenaires, ce que la période a révélé, c'est que les plus vulnérables sont toujours les plus frappés. Ils étaient déjà dans des contextes de fortes vulnérabilités, mais avec les réductions drastiques de financements internationaux et la restriction des espaces civiques, ce sont eux qui paient le plus grand prix. Et pourtant, quand nous avons dû leur partager nos propres difficultés, nous avons reçu de leur part des messages de fraternité et de soutien.



Dans ce contexte, qu'est-ce qui fait la singularité du CCFD-Terre Solidaire ?

D'abord le temps long. Nous travaillons sur les causes structurelles de la faim et des injustices. Nous ne sommes pas dans la logique de l'urgence, où il faut intervenir au bon moment, puis se retirer. Nous restons aux côtés de nos partenaires, dans la durée. Il peut y avoir des crises budgétaires, un contexte difficile : nous continuons à investir ce temps long. Nos missions se fondent sur la pensée sociale de l'Église, ce ne sont pas des valeurs passagères, ce sont des lignes directrices pour notre action. Préserver l'intérêt général,

LA SOCIÉTÉ CIVILE QUE NOUS REPRÉSENTONS DOIT CONTINUER À FAIRE BOUGER LES LIGNES, ET À Y CROIRE.

œuvrer d'abord pour les plus vulnérables, agir dans des rapports d'égalité et de confiance, faire jouer la subsidiarité.

Notre deuxième singularité, c'est de disposer de trois leviers d'action complémentaires : le plaidoyer, la mobilisation

citoyenne et le partenariat international. Cette combinaison nous permet d'être toujours dans l'action. Si l'un des leviers rencontre des difficultés à un moment donné, les deux autres prennent le relais.

Et puis il y a notre manière de travailler de façon pleinement associée entre partenaires, salarié-es et bénévoles. Cette mutualisation des ressources fait notre force, en nombre et en modes d'engagement.

Comment décririez-vous l'année 2025 pour le CCFD-Terre Solidaire ?

C'est une année qui révèle à la fois des fragilités dans notre modèle ou notre écosystème, mais aussi notre résilience. Les besoins de nos partenaires sont croissants, tous légitimes. En face, la tension sur les ressources n'a jamais été aussi forte. C'est aussi une année marquée par des reculs en matière de respect du droit international. Mais le CCFD-Terre Solidaire

résiste dans la tempête. Heureusement, la générosité du public a été au rendez-vous. C'est important de le souligner. Et nos bénévoles ne lâchent rien. Les victoires ne sont pas toujours au bout du chemin, les soutiens que nous apportons sont précieux, mais pas toujours suffisants. La mobilisation citoyenne n'est pas simple car peu de citoyens et de citoyennes sont sensibles aux combats de la solidarité internationale. Tout cela est difficile. Malgré tout, personne ne baisse les bras.

Pour la suite, quel cap donner au CCFD-Terre Solidaire ?

Nous allons engager la réflexion sur un nouveau plan d'orientation, qui commencera à se construire fin 2026. Cette réflexion portera notamment sur l'évolution de notre relation partenariale – un chantier amorcé lors de l'Assemblée générale 2025 – et sur les formes d'engagement de nos bénévoles en France – thème de notre AG 2026 –, pour les diversifier, accueillir sans cesse de nouveaux bénévoles et gagner en impact. L'enjeu est de permettre à un plus grand nombre de citoyen-nes de s'emparer de nos sujets, de rayonner davantage : cela va du bénévole très impliqué toute l'année au jeune qui relaie nos plaidoyers sur les réseaux sociaux.

Nous devons aussi rester liés, autant que possible, aux collectifs en France et à l'international. Mettre à profit nos alliances pour nous soutenir les uns les autres. Et dans la perspective des échéances électorales de 2027, maintenir une mobilisation forte pour interpeller les responsables politiques sur les questions de solidarité internationale.

Nous travaillons sur des combats difficiles, parfois sur des objectifs qui peuvent sembler inatteignables. Mais je tiens à ce que nous restions mobilisés autour de ces idéaux. Parce que si nous ne le faisons pas, personne d'autre ne le fera. La société civile que nous représentons doit continuer à faire bouger les lignes, et à y croire. Et même quand les résultats concrets ne sont pas immédiats, défendre nos idées n'est jamais perdu. ●



DEMAIN SE CONSTRUIT ENSEMBLE

Ils et elles portent les combats du CCFD-Terre Solidaire au quotidien. Quatre salarié·es racontent ce qui les engage pour demain.



« J'ai vraiment envie de porter une nouvelle vision du développement. Pour pas que ça devienne juste une affaire de business et de gagnant-gagnant, mais qu'il y ait une vraie réflexion de solidarité internationale, de justice, de réparation. Tant qu'on garde l'ADN du CCFD-Terre Solidaire vivant, on y arrivera. »



Mathieu Paris

Chargé de plaidoyer Dette et aide publique au développement



« Ce qui m'a fait venir au CCFD-Terre Solidaire, c'est le côté éthique : la question décoloniale au centre des discussions, des partenaires et pas des bénéficiaires, la coconstruction. Ce qui me porte, c'est de pouvoir prendre soin des collègues et d'être un vrai levier d'action pour les autres. »



Valentine Menanteau

Chargée de développement RH



« La vision du partenariat du CCFD-Terre Solidaire n'existe nulle part ailleurs. Nos partenaires sont une source d'admiration et d'inspiration sans fin. Les voir continuer dans des contextes parfois inimaginables, c'est se dire qu'on n'a pas le droit d'arrêter notre combat. On est nombreux, on est ensemble, et c'est ça qui donne de la force. »



Mathilde Brochard

Chargée de mission partenariats Amérique latine



« Ce qui me booste, c'est de voir des collègues motivés et des bénévoles qui portent l'association, qui s'engagent de façon remarquable pour porter les valeurs du CCFD-Terre Solidaire. Pour accompagner ce réseau, nous avons besoin des autres directions. Les collègues se mettent en lien, travaillent ensemble, c'est très porteur. »



Mathias Rocoplan

Responsable de service à la direction de la mobilisation citoyenne

PRENDRE SOIN DU COLLECTIF

En 2025, la bonne qualité du dialogue social a permis d'avancer sur plusieurs accords d'entreprise, notamment en matière de qualité de vie au travail : flexibilisation du télétravail, congé menstruel, congé maternité ou d'adoption supplémentaire de 30 jours, congé d'accueil pour le second parent de 30 jours, jours « proche aidant »... Une charte du management a également été adoptée et les équipes ont été formées à la prévention des violences et des risques psychosociaux.

CHIFFRES CLÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025

185 salarié·es

143 femmes et **42** hommes

40,9 ans d'âge moyen

46 recrutements en 2025

L'ENSEMBLE TERRE SOLIDAIRE : POURQUOI S'ALLIER FAIT ENCORE PLUS SENS AUJOURD'HUI ?

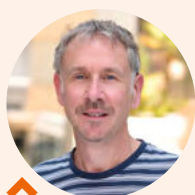
En 2022, le CCFD-Terre Solidaire, la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement solidaire) et la Fondation Terre Solidaire ont créé L'Ensemble Terre Solidaire. Trois structures, trois terrains d'action (solidarité internationale, finance solidaire, transition écologique), mais une conviction partagée : c'est en conjuguant leurs forces qu'elles démultiplient leur impact. Leurs dirigeants expliquent pourquoi cette alliance est plus nécessaire que jamais.



Anne-Sophie Bougouin
Directrice de la SIDI



Nicolas Heeren
Directeur de la SIDI
jusqu'en février 2026



Philippe Mayol
Directeur général
de la Fondation Terre Solidaire



Guillaume Nicolas
Délégué général
du CCFD-Terre Solidaire

Nicolas Heeren et Anne-Sophie Bougouin : Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI finance et accompagne des acteurs économiques locaux (coopératives paysannes, institutions de microfinance) grâce à l'épargne solidaire de citoyens qui achètent des actions sans attente de dividende. C'est une chaîne de solidarité directe entre des personnes engagées ici et des partenaires sur le terrain. Cette approche prend une force nouvelle quand les financements publics se raréfient. Parce que nous ne dépendons pas de subventions, nous pouvons continuer à opérer là où d'autres sont contraints de se retirer. L'Ensemble, c'est là où les complémentarités deviennent concrètes : par exemple, dans le programme Tapsa, consacré à la transition agroécologique et à la souveraineté alimentaire (*lire p. 13 et suivantes*), la SIDI, le CCFD-Terre Solidaire et la Fondation conjuguent financement, accompagnement des partenaires et ancrage en France autour d'un même objectif.

Philippe Mayol : La Fondation, créée par le CCFD-Terre Solidaire en 2016, agit principalement en France pour accélérer la transition écologique et solidaire. Nous accompagnons des acteurs pionniers qui articulent

enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques. En les soutenant sur le long terme, nous leur permettons d'inventer des solutions concrètes, ancrées dans leurs territoires. Environ 20 % de nos soutiens concernent des partenaires proposés par le CCFD-Terre Solidaire, parce que les enjeux ici et là-bas sont indissociables. Avec la SIDI, nous cofinçons le réseau MAIN, qui accompagne près de 150 institutions de microfinance en Afrique dans leur transition écologique et sociale.

Guillaume Nicolas : Le CCFD-Terre Solidaire accompagne depuis plus de soixante ans des partenaires locaux, ici et là-bas, pour agir sur les causes structurelles de la faim et des inégalités. Le partenariat et l'approche locale sont notre ADN. Mais ce qui rend l'Ensemble décisif aujourd'hui, c'est qu'il nous permet de parler fort. Nous avons la chance d'être trois, avec des terrains d'action différents et des modèles complémentaires. Nous bénéficions d'une force de mobilisation citoyenne considérable : nos bénévoles portent ces valeurs dans les territoires, souscrivent aux actions de la SIDI, s'engagent dans la Fondation. Cette solidarité citoyenne est le socle de notre indépendance.

+ DE **100**
MILLIONS D'EUROS

engagés par L'Ensemble au service
des solidarités et de la transition.

LA GÉNÉROSITÉ : MEILLEUR REMPART FACE AUX CRISES ?

Alors que la solidarité internationale connaît une crise majeure de ses financements publics, quel est le rôle des donateurs pour continuer à faire vivre les combats et les engagements de l'association ? Témoignages.

Quel bilan tirer de l'année 2025 ?

La générosité en France traverse une période de transformation. Globalement, les dons ont tendance à légèrement augmenter, bien que moins qu'avant, laissant craindre une stagnation prochaine. Il est aussi plus difficile pour toutes les associations de toucher de nouveaux donateurs. Le contexte macroéconomique pèse également : quand le revenu disponible des Français stagne, la capacité à donner est forcément impactée. Mais le don n'est pas qu'un réflexe conjoncturel, c'est un acte de conviction. Les legs, les donations et les assurances vie représentent une ressource d'avenir pour les associations et fondations. Enfin, les dons des entreprises progressent aussi sensiblement en France.

Bien sûr, la générosité privée ne compensera pas intégralement la baisse des financements publics. Elle offre néanmoins quelque chose d'irremplaçable pour les associations : une liberté d'action, une vraie marge de manœuvre face aux crises.

Comment cette réalité s'exprime-t-elle pour le CCFD-Terre Solidaire ?

Nous avons la chance de compter sur une base de donateurs particulièrement fidèles, dont beaucoup nous accompagnent depuis cinq, dix, quinze ans, voire plus ! En 2025, nous avons maintenu notre niveau de collecte de dons, ce qui est très encourageant. La diversité des formats de don est aussi une vraie force – dons ponctuels, prélèvements automatiques...

Malheureusement, en 2025, nous avons connu une baisse importante des ressources issues des legs, donations et assurances vie. Cette baisse est due à la difficulté de prévoir ces ressources.

Il est important de noter que la générosité du public représente plus de 80 % de notre budget. En cas de baisse des fonds publics, il s'agit d'un amortisseur précieux.



Damien Cousin

Directeur développement des
générosités, CCFD-Terre Solidaire

En quoi les dons sont-ils essentiels pour l'avenir de l'association ?

Sans les donateurs, il n'y a pas de CCFD-Terre Solidaire. Nos ressources privées sont le socle de notre indépendance. Pour les pérenniser, nous nous adaptons : nous développons les dons en prélèvement automatique. Ceux-ci ont représenté 10 millions d'euros en 2025, soit plus de 25 % de notre budget (contre 6 ou 7 millions il y a quelques années seulement). C'est une progression significative. Nous travaillons aussi à entretenir la relation avec nos donateurs, quelles que soient les modalités de leur engagement. Leur confiance, leur fidélité sont le levier le plus puissant pour notre action. Nous avons donc un seul message à faire passer : merci ! La solidarité se construit ensemble don après don, engagement après engagement.

+ DE **80%**

du budget du CCFD-Terre Solidaire provient de la générosité de ses donateurs (dons, legs, assurances vie).

10 MILLIONS D'EUROS

de dons en prélèvement automatique, soit plus de 25 % du budget.

PAROLE DE DONATEUR·TRICES

« J'AI ÉTÉ TELLEMENT TOUCHÉE PAR LES ACTIONS DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE QUAND J'ÉTAIS ENFANT QUE J'AI CONTINUÉ... »

« À 8 ans, je suis devenue membre de l'Action catholique des enfants et on relayait les opérations du CCFD-Terre Solidaire. À 13 ans, j'ai même organisé une petite soirée pour sensibiliser mes proches à la question de l'eau au Burkina Faso. Plus tard, j'ai recroisé l'association dans mon travail et je suis devenue bénévole. Dans ce cadre, j'ai fait un voyage en 2015 au Bhoutan. Une expérience que je porte encore aujourd'hui dans mes spectacles de conteuse.

Ce qui m'a toujours touchée dans l'action du CCFD-Terre Solidaire ? Ils ne sont pas là pour faire « à la place » : ce sont les partenaires du Sud qui sont soutenus, écoutés, et qui nous apprennent aussi des choses. J'ai choisi le virement automatique trimestriel pour m'engager vraiment dans la durée. J'ai confiance. »



Laurence, 54 ans, conteuse

« AVEC MON LEGS, JE SOUHAITE PROLONGER TOUT CE QUE J'AI VÉCU AVEC LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE. »

« Quand j'étais jeune infirmière, j'ai travaillé deux ans en Afrique. Cette expérience a été fondatrice pour moi. Elle m'a appris à aider sans dominer, à soutenir avec respect les populations locales.

Quand je suis revenue en France, c'est ce que j'ai retrouvé avec le CCFD-Terre Solidaire : travailler sur les causes de la pauvreté et de la famine, pas seulement sur leurs symptômes. Depuis 1985, je suis bénévole : je participe aux collectes, aux conférences, aux animations dans ma paroisse. L'âge venant, j'ai commencé à penser à ma succession. Je n'ai pas d'enfants et la réponse s'est imposée dans mon cœur : je léguerais mon argent et mon appartement au CCFD-Terre Solidaire.

Ce sera une manière de prolonger ce compagnonnage de quarante ans. »



Hortense, 82 ans, infirmière retraitée



UNE ANNÉE SOUS TENSION, DES CHOIX ASSUMÉS

L'année 2025 s'est clôturée avec un déficit très conséquent (près de 3,8 millions d'euros), très largement supérieur à ce qui avait été anticipé dans la construction budgétaire.

La raison principale est la baisse brutale des legs, donations et assurances vie, en recul de 60 %, soit 4,6 millions d'euros de moins qu'en 2024, après plusieurs années favorables. L'épargne solidaire a également reculé, en lien avec la baisse des taux d'intérêt. Les dons, eux, se sont maintenus : c'est grâce à la fidélité de nos donateur-trices que nous avons pu traverser cette année.

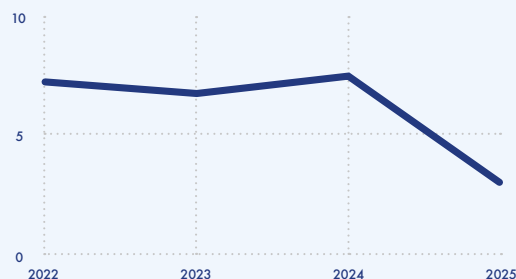
Face à cette situation, nous avons fait un choix clair : puiser dans nos réserves plutôt que de réduire brutalement notre soutien aux partenaires, déjà très fortement impactés par la baisse de l'aide publique au développement à l'international. Nous avons parallèlement mis en place un plan d'économie interne, avec une réduction de 18 % de nos frais de fonctionnement.

Pour 2026, nous avons construit un budget moins ambitieux en termes de ressources et à l'équilibre. Le niveau de nos réserves, s'il a été affecté par l'exercice, reste suffisant pour regarder l'avenir avec la sérénité nécessaire à un bon fonctionnement. Nous continuerons d'assurer nos trois missions sociales (plaidoyer, mobilisation citoyenne, partenariat) de façon complémentaire pour lutter contre les causes structurelles de la faim en privilégiant le travail partenarial qui a toujours marqué l'esprit du CCFD-Terre Solidaire. Sans la générosité de nos donateur-trices, rien de tout cela ne serait possible : qu'ils et elles en soient ici remerciés. Nous comptons à nouveau sur chacune et chacun d'entre eux en 2026. ●

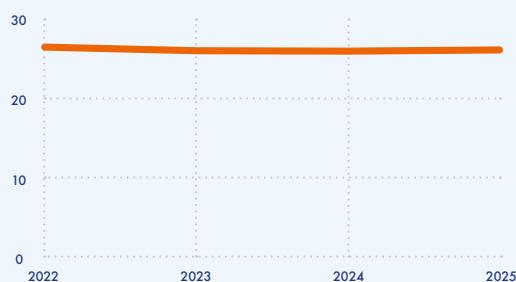


Patrice Leloup
Trésorier national

ÉVOLUTION DES LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES VIE (en millions d'euros)

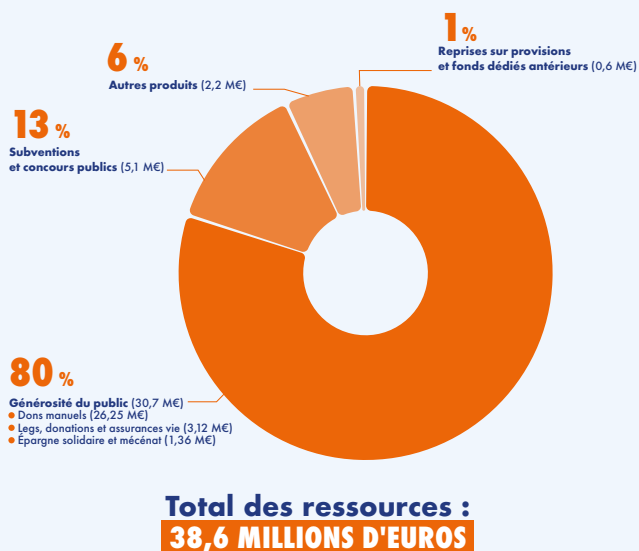


ÉVOLUTION DES DONS MANUELS (en millions d'euros)



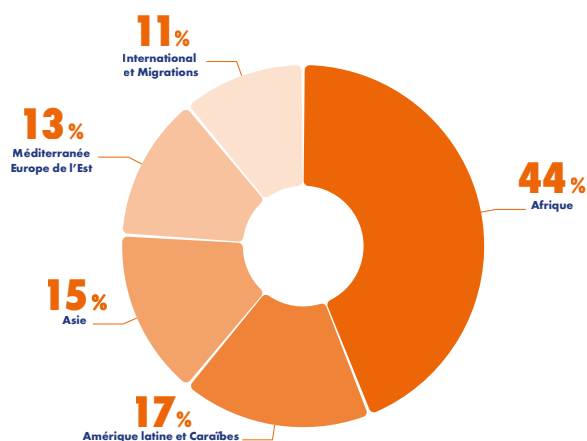
NOS COMPTES 2025 EN UN COUP D'ŒIL

D'OÙ VIENNENT NOS RESSOURCES ?

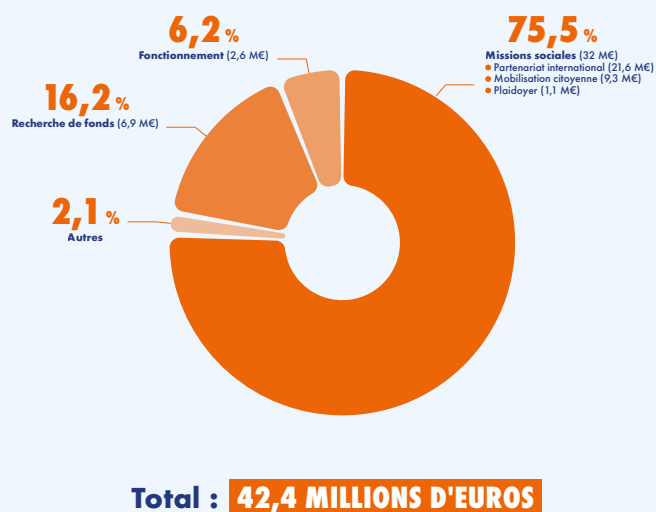


7 876 bénévoles ont offert **116 719** jours en 2025, soit l'équivalent de **567** temps plein

16,7 MILLIONS D'EUROS DE FINANCEMENTS DIRECTS À NOS PARTENAIRES DANS 69 PAYS



COMMENT SONT RÉPARTIES NOS CHARGES ?



1 € investi dans la recherche de fonds = **4,5 € collectés**



POUR ALLER PLUS LOIN,
retrouvez l'Essentiel 2025
sur ccfd-terresolidaire.org



Le CCDFD-Terre Solidaire est une association reconnue par le Don en Confiance depuis 1990. Don en Confiance est un organisme indépendant qui contrôle la bonne utilisation des dons. Le CCDFD-Terre Solidaire a choisi de se soumettre volontairement et annuellement à ce contrôle afin d'obtenir la reconnaissance « Don en Confiance ». Cette reconnaissance implique le respect de cinq principes fondamentaux : respect du donateur, transparence, recherche d'efficacité, probité et désintéressement, éthique et responsabilité sociétale et environnementale. La reconnaissance a été renouvelée en mars 2024.

LOCALISATION DE L'AIDE : UN NOUVEAU MODÈLE EN ACTION

De plus en plus, les bailleurs internationaux orientent leurs financements directement vers les organisations locales afin qu'elles puissent concevoir, piloter et mettre en œuvre leurs propres projets. Cette dynamique, appelée « localisation de l'aide », vise à renforcer le rôle des acteurs les plus proches du terrain en leur donnant une place centrale dans les décisions, la gestion des ressources et la conduite des actions de solidarité internationale. Le CCFD-Terre Solidaire accompagne ainsi plusieurs de ses partenaires dans l'accès à ces financements et dans leur gestion opérationnelle et financière, en apportant un appui stratégique, son expertise et une connaissance des enjeux du territoire. Un rôle qui s'inscrit naturellement dans son mode de fonctionnement historique : depuis sa création, l'association s'appuie sur des partenaires locaux et travaille à renforcer leurs capacités plutôt qu'à se substituer à eux. Trois exemples de cette approche en action, auprès de partenaires de longue date au Liban, en Guinée et au Mexique.



GUINÉE PRÉSERVER L'EAU ET LES TERRES DU FOUTA DJALLON

En Moyenne Guinée, la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), qui regroupe près de 35 000 membres, porte un projet financé par l'AFD : protéger les ressources en eau, diffuser des pratiques agroécologiques et renforcer les organisations paysannes dans huit préfectures. Plus de 270 000 personnes sont concernées, dont 60 % de femmes. Le CCFD-Terre Solidaire appuie la FPFD dans sa gestion méthodologique, administrative et financière.



LIBAN DES CUISINES COMMUNAUTAIRES POUR NOURRIR ET FORMER

Dans la région du Akkar et à Beyrouth, deux organisations libanaises, Mada et Nation Station, portent un projet financé directement par l'Agence française de développement. Il s'agit d'accompagner les petits producteurs vers l'agroécologie et développer des marchés paysans, ainsi que déployer des cuisines communautaires à Beyrouth et Tripoli, où des femmes préparent des repas pour des ménages vulnérables tout en générant un revenu. Le CCFD-Terre Solidaire apporte son appui méthodologique et sa connaissance des enjeux agricoles du territoire. Des distributions alimentaires d'urgence sont par ailleurs organisées au vu de la crise humanitaire que traverse le Liban actuellement.



MEXIQUE JUSTICE POUR LES FAMILLES DE PERSONNES DISPARUES

Au Mexique, l'organisation Serapaz coordonne un projet financé par l'Union européenne. Son objectif est de renforcer les capacités du Movimiento por Nuestros Desaparecidos en México, réseau de collectifs de familles de personnes disparues, pour porter leurs revendications de justice auprès des autorités et des instances internationales. Accompagnement psychosocial des femmes, formation, plaidoyer : le projet articule soin collectif et impact politique. Le CCFD-Terre Solidaire accompagne Serapaz dans le cadre d'une collaboration fondée sur un échange technique régulier et une compréhension commune des enjeux.

ILS ONT SOUTENU NOS ACTIONS EN 2025





Directrice de la publication : Virginie Amieux.

Coordination : Amélie Churlet, Marine Drouin, Louise Clerc et Elisa Cellé, direction de la communication et de l'information.

Rédaction et conception : Anne Le Gal, Émilie Gouffier, agence Diplopixels.

Conception graphique : Laura Pfeiffer, agence Diplopixels.

Contributeurs : Clara Alibert, Catherine Agius, Virginie Amieux, Laurence Bailly, Olivier Béal, Anne Boucher, Aurélie Cerisot, Matthieu Chanut, Damien Cousin, Isabeau Damette, Charlotte De Poncins, Héloïse Deydier, Ysée Duchemin, Ysé El Bouhali, Romane Ennebeck, Cloé Esteves, Gaëlle Feneloux, Cécile Garin, Robin Guittard, Isabelle Hector Butz, Nathalie Klopfenstein, Charlotte Kreder, Judith Lachnitt, Jean-Christophe Lallau, Claudine Lanoë, Jean-Marie Larose, Sarah Lecoq, Marie Lis Arnaud, Isabelle Manimben, Charlotte Massardier, Anne Murat, Guillaume Nicolas, Mathieu Paris, Émilie Pesselier, Coline Podlunsek, Samuel Pommeret, Sylvie Rambour, Sophie Rebours, Claire Riobé, Ryad Selmani, Glauber Sezerino, Hélène Soupios-David, Adeline Teisserenc, Marie Terray, Elisabeth Vaichère, Mathias Venet, Martin Willaume, Marion Wintergerst, Sana Yazigi.

Crédits photos : Christophe Da Silva (couverture, p. 6), Roberta Valerio (p. 2, 19, 43), Jean-Michel Delage (p. 4), Pauline Gaver (p. 12), William Dupuy (p. 15), Alexandre Larcen (p. 26, 27, 48), Culture et pensée libre (p. 28), IISD/ENB | Danny Skilton (p. 33), Alessandro Cinque (p. 32), Anne-Laure Lemancel (p. 36), Mémoire créative (p. 37), Julien Deconinck (p. 47).

Impression : SIPAP Imprimerie, sur du papier certifié PEFC.

Référence : 923 01 26.

Dépôt légal : juin 2026.





**TERRE
SOLIDAIRE**
Agir là où commence la faim

